

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

YUGOSLAVIE

L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

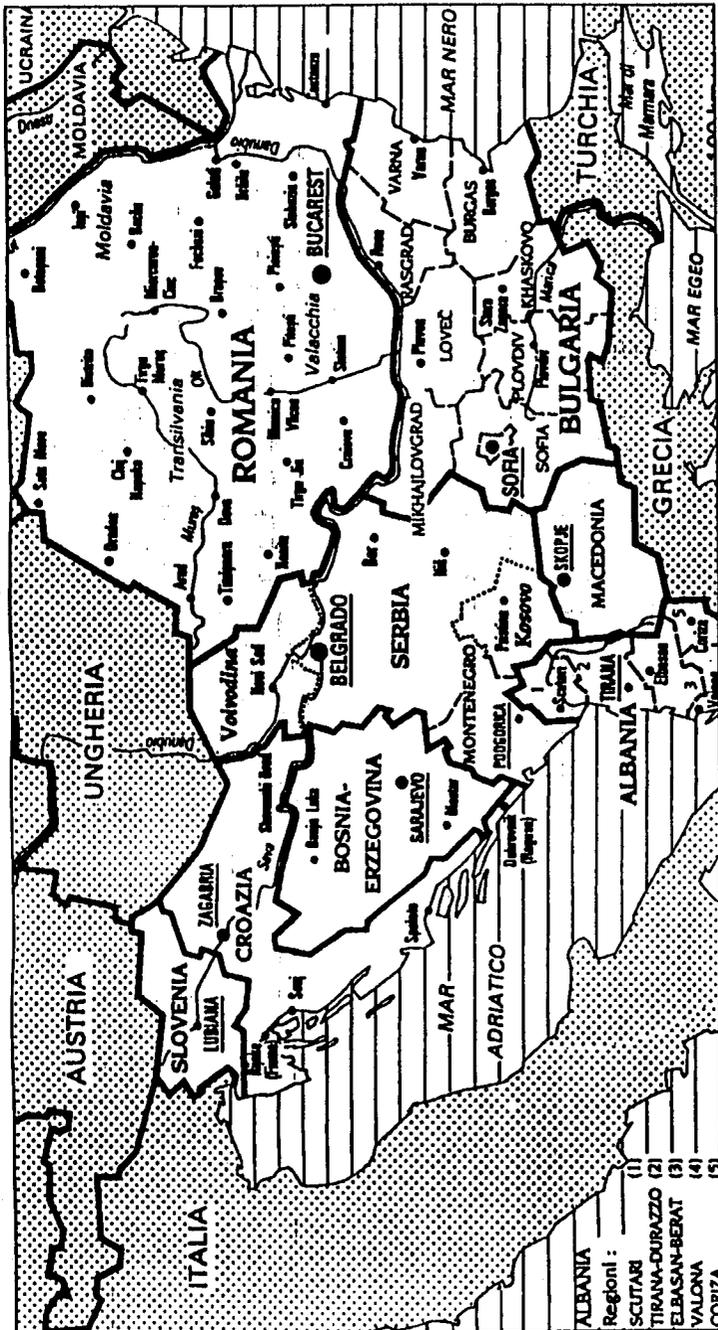
Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

- TABLE DES MATIERES -

	Pages
• Introduction L'agresseur c'est le capitalisme! L'agressé c'est le prolétariat !	1
• Non à l'intervention impérialiste en Yougoslavie ! A bas tous les nationalismes et toutes les oppressions bourgeoises ! (Supplément au journal «le prolétaire» no 448, Fév.-Mars-Avril 1999; Supplément au journal «Il comunista» no 64-65, Janvier-Avril 1999)	3
• Kosovo: L'humanitarisme intéressé de l'impérialisme occidental et le cynique terrorisme anti-albanais du capitalisme serbe en haillons sont les deux faces de la même médaille («il comunista» no 64-65, Janvier-Avril 1999)	7
• Non à une intervention impérialiste en Albanie! («le prolétaire» no 439, Janv.-Février-Mars 1997)	12
• Les rivalités impérialistes attisent les affrontements en Bosnie («le prolétaire» no 432, Juillet-Août-Septembre 1995)	14
• Un soutien ouvert aux forces serbes («le prolétaire» no 427, Juin-Juillet-Août 1994)	17
• Yougoslavie: La mystification de l'humanitarisme impérialiste («le prolétaire» no 418, Oct.-Nov.-Déc. 1992)	18
• Yougoslavie: Solidarité et unité de tous les prolétaires contre toutes les forces bourgeoises démocratiques et nationalistes ! («le prolétaire» no 412, Août-Sept.-Oct. 1991)	21
• Yougoslavie: Contre le nationalisme, contre le chauvinisme, contre le racisme, la seule position prolétarienne est pour l'unité de classe («le prolétaire» no 401, Mai-Juin 1989)	31
• Yougoslavie: Nationalisme contre lutte de classe! («le prolétaire» no 398, Oct.-Nov. 1988)	38
• Les prolétaires yougoslaves à l'honneur ! («le prolétaire» no 391, Mai-Juin 1987)	40



Introduction

**L'agresseur c'est le capitalisme !
L'agressé c'est le prolétariat !**

Depuis huit ans la guerre civile, largement alimentée par les impérialismes dominants et leur cohorte militaro-humanitaire, frappe les prolétaires de l'ex-Yougoslavie. Le prolongement de cette guerre au Kosovo, peuplé dans son immense majorité par une population d'origine albanaise est la suite logique de l'acharnement de la bourgeoisie serbe à construire une Serbie dominante dans cette région de tempêtes, par tous les moyens, fussent-ils les plus barbares. Mais comme nous l'avons expliqué dans les articles parus dans notre presse et reproduits dans cette brochure, les communistes combattent l'idée véhiculée à grand renfort médiatique que le responsable de ce désordre guerrier et désastre humain, en un mot que l'agresseur, serait la Serbie et les serbes, regroupés autour de leur leader Milosevic, diabolisé pour l'occasion en un «Saddam des Balkans» par la démocratie bourgeoise.

Toute guerre impérialiste et bourgeoise à l'échelle mondiale pour la redistribution des grandes chasses gardées planétaires, comme tout conflit bourgeois local pour un redécoupage territorial régional, sont toujours le résultat de l'éclatement brutal de contradictions accumulées sur une longue période par des blocs capitalistes nationaux aux intérêts divergents. Il n'y a pas un agresseur fauteur de guerre: il y a un système capitaliste qui provoque et multiplie les agressions réciproques de tous contre tous, à tous les niveaux et à toutes échelles. L'agression d'une bourgeoisie sur une autre est permanente dans le système capitaliste, elle commence par son agression commerciale et financière qui cherche par tous les moyens - parfois pas avouables comme l'utilisation du renseignement militaire pour espionner son concurrent économique - à évincer ses adversaires d'un marché trop étroit pour tous. Et dans cette guerre infernale où les Etats-majors se réunissent dans les salons feutrés des Conseils d'Administration, ce sont les prolétaires et les masses déshéritées qui font les frais de l'agressivité permanente du capitalisme avec son cortège de sacrifices, de brutalités, de brimades, de massacres, y compris de déplacements de population massifs sous la contrainte militaire et policière, comme par exemple l'année passée en Thaïlande avec le renvoi hors des frontières de centaines de milliers de prolétaires immigrés. Il ne faut pas oublier non plus que l'Europe telle que nous la connaissons repose sur le plus gigantesque nettoyage ethnique de l'histoire; commencé par les nazis, il a été poursuivi par les Alliés anti-fascistes qui, après la guerre, ont déplacé des millions de personnes pour les caser dans les nouvelles frontières tracées par les impérialistes vainqueurs.

Lorsque la défense des intérêts économiques d'un groupe capitaliste particulier ne se suffit plus des seules armes traditionnelles d'une plus grande compétitivité (c'est-à-dire d'une exploitation accrue du prolétariat), d'une plus grande puissance financière, d'une plus grande arrogance commerciale, parce que se dressent devant lui les coalitions d'autres capitalismes ou que ressurgissent les problèmes récurrents de partage territoriaux entre bourgeoisies nationales pour consolider les bases de leur capitalisme national, comme c'est le cas endémique dans la zone des Balkans, le bruit des bottes et de la mitraille se fait alors à nouveau entendre. L'agression économique des uns contre les autres se transforme en agression militaire généralisée. Même la séparation de la petite Slovénie de l'ex-Etat yougoslave est un acte d'agression contre l'entité de l'Etat yougoslave de la part de la bourgeoisie slovène qui fait valoir brutalement la primauté de ses intérêts nationaux particuliers sur l'intérêt général de l'Etat fédéral. L'agression n'est pas directement

militaire - la Slovénie n'a pas parachuté de troupes sur Belgrade - mais politique, et en atteignant un tel seuil critique de sensibilité pour le maintien des fragiles équilibres nationaux locaux, elle provoqua la réaction militaire de la Serbie.

Dans ce gigantesque éclatement de l'ex-Yougoslavie, chaque bourgeoisie nationale a eu intérêt à élargir son assise géographique ou au minimum, lorsque la puissance de feu lui faisait trop défaut, à l'assurer politiquement, en se faisant protéger si possible du parapluie des puissances impérialistes, représentées par l'ONU ou l'OTAN. Ceci est aussi valable pour les nationalistes kosovars (rappelons en 1990 l'autoproclamation de la «République du Kosovo») après que Belgrade ait réduit à néant l'autonomie de la province du Kosovo), comme cela est valable pour les autres régions encore sous la coupe serbe, la Voïvodine et le Monténégro. Il n'y a donc pas d'un côté un Etat, une bourgeoisie ou une fraction de la bourgeoisie qui soient «agresseurs» et d'un autre côté des innocentes bourgeoisies «agressées». Tous participent à l'agression permanente du capitalisme qui se traduit dans certaines circonstances par la guerre, c'est le capitalisme qui est agressif.

Et comme nous l'expliquons dans les articles de cette brochure ce sont les prolétaires et les masses déshéritées de toutes nationalités et de toutes confessions qui subissent au quotidien cette agression permanente, en temps de paix par leur exploitation selon les mêmes règles capitalistes partout dans le monde - et c'est cela qui fait leur identité internationale de classe - et en temps de guerre par une aggravation encore plus terrible de leurs conditions d'exploitation, par leur utilisation comme chair à canon sur les fronts militaires et, malheureusement aujourd'hui, par leur emprisonnement dans le discours chauvin et guerrier des ténors de «leur» bourgeoisie nationale.

Les guerres en ex-Yougoslavie ont remis en pleine lumière l'impuissance du prolétariat, localement et internationalement, à se regrouper et s'unir pour la défense de ses propres intérêts de classe qui sont antinationaux, antibourgeois, anticapitaliste et opposés à toute forme de collaboration et de complaisance avec «sa» bourgeoisie, qu'elle appartienne au camp de l'impérialisme et des démocraties occidentales ou à ceux des soi-disant «agresseurs» ou «agressés». C'est cette indépendance de classe que les prolétaires de toutes les nationalités, religions, races, ethnies, etc., doivent retrouver en menant un combat sans concession politique contre toutes les tentatives de les lier d'une façon ou d'une autre à des intérêts nationaux. Cette indépendance est la condition absolue pour la lutte du prolétariat de toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie contre la guerre que se livrent les différentes fractions nationales bourgeoises. Elle est aussi nécessaire pour que la classe ouvrière - surtout de la nation dominante - puisse prendre en charge la lutte contre toute forme d'oppression nationale, ethnique, raciale, etc., en évitant les pièges du démocratism ou du pacifisme, qui la ferait retomber dans les bras de la bourgeoisie. Elle est aussi une condition absolue dans les pays impérialistes dominants et principalement dans ceux qui interviennent militairement ou diplomatiquement dans le conflit, pour saper la toute-puissance de l'impérialisme de l'intérieur même et opposer à son «nouvel ordre mondial» sa propre force de classe internationale et internationaliste.

* * *

La brochure que nous publions ici rassemble les articles parus dans le journal «le prolétaire» depuis le début de la crise yougoslave, ainsi qu'un article du dernier «Il comunista». Elle est le prolongement de la brochure no 20 publiée en 1993 et intitulée: «Ex-Yougoslavie contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques».

Nous ne pouvons qu'appeler tous nos lecteurs et sympathisants à sa diffusion la plus large. C'est une contribution indispensable pour que la voix des communistes se fasse entendre dans le vacarme médiatique et les concerts de lamentations des «opposants» pacifistes et démocratiques de tous bords.

25/04/1999

NON À L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE EN YOUGOSLAVIE ! A BAS TOUS LES NATIONALISMES ET TOUTES LES OPPRESSIONS BOURGEOISES !

(Supplément au journal «le prolétaire» no 448, Fév.-Mars-Avril 1999,
Supplément au journal «Il comunista» no 64-65, Janvier-Avril 1999)

Prolétaires, camarades!

Les actions militaires perpétrées ces derniers jours par les pays de l'Alliance Atlantique, et dirigées par les Etats-Unis, contre la Yougoslavie, sont une guerre bourgeoise en vue d'un nouveau partage impérialiste du monde.

Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, etc., pays économiquement les plus puissants du monde et qui se font passer pour les plus «démocratiques», les plus respectueux des «droits de l'homme» et du «droit international» font la démonstration avec cette guerre contre la Yougoslavie qu'ils sont en réalité les plus agressifs chaque fois que dans quelque coin du globe un Etat ou une puissance quelconque ne se plie pas docilement à leurs intérêts «supérieurs»

Les super-démocrates américains, les sociaux-démocrates français, anglais, allemands, italiens (avec leurs alliés «pluriels»), se moquent bien du sort des populations du Kosovo, comme du sort des Kurdes ou des Palestiniens, des Bosniaques ou des Tutsis; ce qui les fait agir c'est la crainte que les troubles - que le système capitaliste mondial engendre dans le monde entier - aient des conséquences néfastes sur la réorganisation des influences politiques, économiques, militaires à laquelle s'emploient depuis des années les impérialismes les plus forts.

Les pressions et les avertissements à la Turquie n'ont pas arrêté la répression et les massacres des Kurdes, pas plus que la guerre contre l'Irak, de même que les pressions et les avertissements à Israël n'ont pas arrêté la répression et les massacres des Palestiniens. Les missions de l'ONU, les «forces d'interposition», les embargos, n'ont pas évité ni arrêté hier la guerre entre les différents Etats issus de l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie. L'intervention militaire actuelle des bourgeoisies occidentales organisées dans l'OTAN contre la Serbie, les bombes sur Belgrade et Prestina, n'empêcheront pas la «purification ethnique» contre les Kosovars.

Les missions de l'ONU, des diverses ONG («Organisations Non Gouvernementales»), des organisations pacifistes et humanitaires, au-delà des déclarations ou des intentions de leurs auteurs, n'ont jamais réellement permis d'éviter les actions répressives que la classe dominante bourgeoise dans tous les pays exerce contre les prolétaires, les masses déshéritées ou les minorités ethniques, quand elles n'ont pas préparé le terrain à des répressions et des massacres encore plus terribles. Ce sont les faits qui démontrent l'impuissance et le caractère illusoire de l'action humanitaire et

du pacifisme.

Ce ne sont pas les bonnes intentions, les bons sentiments, mais la force qui est le facteur décisif sur tous les terrains et particulièrement sur le terrain des heurts d'intérêts. Quand les intérêts des Etats bourgeois sont en jeu, les affrontements commerciaux, financiers ou politiques se transforment inévitablement en guerre ouverte lorsqu'ils atteignent une certaine intensité. Et de même, quand ce sont les intérêts des classes qui se heurtent, quand la résistance du prolétariat à la bourgeoisie prend une certaine ampleur, elle doit se transformer en lutte révolutionnaire.

L'intervention militaire menée par les grandes puissances occidentales contre la Yougoslavie est la poursuite de la politique impérialiste qui était menée hier par les moyens «pacifiques» de la «diplomatie» et du «dialogue» - c'est-à-dire par la combinaison des pressions, du chantage et des menaces avec des récompenses de divers types (gains territoriaux, perspectives commerciales, corruption, etc.).

Les brigands américains forcent la main à leurs confrères européens en brigandage international (tous alliés aujourd'hui, mais pour combien de temps?) pour bien montrer que c'est Washington qui commande. Berlin, Londres, Paris, Rome et avec eux Madrid, Ottawa et Amsterdam se lancent dans la guerre... pour faire la paix! Tous se précipitent pour bombarder par vagues incessantes les «objectifs militaires» - avec les inévitables victimes civiles qu'occasionnent régulièrement ces prétendues «frappes chirurgicales» - en Serbie, au Monténégro et au Kosovo dans le but... d'arrêter les massacres des populations du Kosovo et d'«obliger Milosevitch» à accepter le «plan de paix» que les grandes puissances ont mis au point entre elles! Et si la Chine et la Russie ont protesté, c'est parce qu'elles ont été tenues à l'écart de ces actions.

La réalité est là: le «nouvel ordre mondial» n'est qu'une suite continue d'actes de violence et de guerres inspirés ou réalisés par les divers impérialismes qui ont des intérêts politiques, économiques, stratégiques et militaires bien précis à défendre ou à imposer dans les diverses régions du monde, et qui ont à se préparer pour soutenir dans le temps et dans l'espace ces actions militaires. Aujourd'hui, après l'écroulement de l'URSS, après la disparition de la force économique et militaire soviétique, seuls les Etats-Unis ont la possibilité de réaliser des interventions militaires aux quatre coins du globe. Mais ces derniers ont tout intérêt à faire participer leurs alliés aux interventions contre l'Irak ou la Yougoslavie, non seulement pour donner à ces agressions impérialistes la justification de croisades de la démocratie contre le totalitarisme, mais surtout pour accentuer leur domination militaire et politique sur des Etats qui sont leurs concurrents économiques.

Ily a 50 ans les Etats-Unis ont créé l'OTAN, officiellement pour protéger les pays d'Europe de l'Ouest, en fait pour maintenir sa prééminence militaires sur ces pays tandis que l'URSS faisait de même à l'Est - dans le cadre d'un condominium russo-américain sur le monde. La «mepace soviétique» a disparu, mais les américains ne songent pas à dissoudre l'OTAN; au contraire non seulement ils l'élargissent en y accueillant d'anciens pays du bloc de l'Est, mais en outre cette alliance soi-disant «défensive» est maintenant promue au rôle de gendarme de l'Europe - afin de prévenir l'affirmation d'une force militaire autonome des impérialismes européens et surtout de réprimer tous ceux qui ne se plient pas à l'ordre impérialiste.

Prolétaires, camarades!

Les prolétaires ne doivent jamais rester indifférents face à l'oppression que la classe dominante inflige aux masses déshéritées ou aux minorités nationales. Ils doivent lutter contre toutes les formes d'oppression, sans attendre le crépitement des mitrailleuses ou le fracas des bombes pour élever la voix contre la bourgeoisie.

Le seul moyen réaliste et efficace pour mettre fin à l'oppression, à la répression, aux massacres et aux guerres perpétrés par les pouvoirs bourgeois à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales afin de conserver ou de renforcer sa domination est la lutte de classe prolétarienne anti-bourgeoise.

La lutte de classe menée de façon complètement indépendante de la politique, des organisations et des méthodes du collaborationnisme interclassiste est la politique du prolétariat contre la bourgeoisie, et avant tout contre «sa» propre bourgeoisie. Lutter contre les opérations de police et les guerres de «sa» bourgeoisie contre d'autres pays ne signifie pas se solidariser avec des Etats et des bourgeois «bons», «humanitaires», «démocrates» et respectueux des «droits» contre d'autres «mauvais», «barbares», «totalitaires»; cela implique au contraire la rupture de toute solidarité avec des fractions de la bourgeoisie, la rupture de toute croyance en la «démocratie» - qui n'est autre que la forme politique de la collaboration de classes - et en ses institutions nationales (parlement, etc.) et internationales (ONU, etc.). Cela signifie pour les prolétaires organiser et utiliser leurs forces pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe, qu'ils soient économiques, sociaux et politiques, dans l'usine comme en dehors, à l'intérieur des frontières nationales comme à l'échelle internationale.

Les prolétaires conscients de ces intérêts de classe ne soutiendront jamais une intervention militaire des pays impérialistes, quand bien même elle prétend avoir des objectifs humanitaires (!) et pacifiques (!). Ils se sont ainsi opposés aux interventions militaires perpétrées ces dernières années - au Liban, en Irak, en Afrique, en Yougoslavie - comme hier aux guerres coloniales ou aux guerres mondiales, parce que toutes ces interventions et ces guerres ont toujours été menées exclusivement pour des intérêts bourgeois. La consigne est: défaitisme révolutionnaire, non à la collaboration entre les classes, non à l'union patriotique, lutte contre les alliances entre pouvoirs bourgeois, contre toutes les interventions militaires et actions de police décidées par la classe dominante - même si elles étaient démocratiquement votées au parlement.

Nous appelons donc les prolétaires à dénoncer et combattre sans hésiter l'opération en cours de l'OTAN contre la Yougoslavie. Mais cela ne signifie en aucune façon soutenir la Yougoslavie, son Etat et son régime, qui, bien que faibles et peu développés, sont tout aussi bourgeois et réactionnaires que les agresseurs de l'OTAN:

Les prolétaires d'ici doivent être du côté des prolétaires yougoslaves, serbes, monténégrins, kosovars ou macédoniens. Ils doivent être du côté des prolétaires de tous les pays quelles que soient leur nationalité et leur origine ethnique, parce que ce n'est qu'en dépassant les divisions nationales et ethniques que le prolétariat peut se reconnaître et s'affirmer comme une seule et même classe internationale, capable

de briser le cercle infernal de l'oppression et de la répression, des purifications ethniques et des guerres.

En surmontant les barrières de nationalité, de races ou de religion, les prolétaires se donneront la possibilité de mener la lutte de classe, c'est-à-dire la lutte organisée en défense de leurs intérêts propres contre le régime d'exploitation du travail salarié, contre le régime du profit, du marché, de la propriété privée, de la guerre généralisée de tous contre tous. Mais rester soumis au poison nationaliste, intoxiqués par l'opium démocratique, prisonniers de l'interclassisme, signifie au contraire rester pieds et poings liés à la bourgeoisie et à son Etat, condamnés à servir de masse de manoeuvre et de chair à canon.

-CONTRE L'INTERVENTION MILITAIRE DE L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL EN YOUGOSLAVIE, parce que nous sommes contre toute guerre bourgeoise et contre toute bourgeoisie en guerre!

-CONTRE LA PARTICIPATION DE LA FRANCE AUX OPÉRATIONS MILITAIRES EN YOUGOSLAVIE, CONTRE SES INTERVENTIONS MILITAIRES EN AFRIQUE OU AILLEURS, parce qu'il ne doit y avoir aucune complicité avec la bourgeoisie et son Etat !

-CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-ALBANAISE AU KOSOVO, parce que nous sommes contre toute forme de racisme et de répression nationaliste !

-CONTRE TOUTE FORME DE NATIONALISME, QU'IL SOIT SERBE, KOSOVAR, MONTÉNÉGRIN, ETC. OU FRANÇAIS, parce que le nationalisme provoque la division entre prolétaires pour le seul bénéfice des bourgeois et du capitalisme!

-CONTRE TOUTE FORME DE COLLABORATIONNISME ET D'UNION INTERCLASSISTE ENTRE PROLÉTARIAT ET BOURGEOISIE, parce qu'elle empêche la lutte ouvrière !

-CONTRE TOUTES LES ILLUSIONS DÉMOCRATIQUES, PARLEMENTARISTES, PACIFISTES, HUMANITARISTES, parce qu'elles paralysent le prolétariat et le soumettent à l'ordre bourgeois!

-POUR LA RÉORGANISATION CLASSISTE DU PROLÉTARIAT PAR DESSUS LES DIVISIONS NATIONALES, parce que ce n'est qu'en s'unissant en une seule classe internationale que les prolétaires du monde entier pourront vaincre le capitalisme !

-POUR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALISTE CONTRE LA GUERRE BOURGEOISE, CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS ÉCONOMIQUES, NATIONALES, RACIALES, POLITIQUES ET MILITAIRES !

-POUR LA CONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL, organe dirigeant la classe ouvrière de tous les pays aussi bien dans la défense quotidienne contre l'exploitation et l'oppression, que dans la lutte révolutionnaire, le renversement des Etats bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat !

Kosovo: l'humanitarisme intéressé de l'impérialisme occidental et le cynique terrorisme anti-albanais du capitalisme serbe en haillons sont les deux faces de la même médaille

(«il comunista» no 64-65, Janvier-Avril 1999)

Depuis l'écroulement de l'URSS et de son impérialisme militaire, toute la zone des fameux pays «satellites» - mystification d'un soi-disant «camp socialiste» jamais né - y compris la région des Balkans est entrée dans une crise permanente. Cette crise politique, économique et sociale est un fait évident pour tout le monde. Ce n'est pas le soi-disant «socialisme réel» qui a échoué, c'est le capitalisme - comme la Gauche communiste le soutenait déjà dans les années 1924-26 - qui, en l'absence de la révolution communiste dans l'Europe développée, n'avait pas d'autre voie que celle d'un développement conditionné par le marché mondial et donc par les puissances impérialistes les plus fortes. Un tel développement porte inévitablement, à un moment ou à un autre, toute économie capitaliste faible à céder et libérer les plus aigües des contradictions accumulées et politiquement contenues jusqu'alors.

Le cas de la Yougoslavie de Tito, qui pendant quelques décennies a pu protéger son développement capitaliste à l'abri des plus violentes crises commerciales et financières du capitalisme mondial, est emblématique. L'impérialisme des pays occidentaux et l'impérialisme russe avaient dans un certain sens un intérêt commun: faire que l'enchevêtrement des complications politiques, sociales, ethniques, raciales, religieuses et étatiques des pays balkaniques - enchevêtrement créé au cours des siècles et non de ces dernières décennies - soit «couvert» politiquement par une ligne, des positions et des hommes qui représentaient une sorte de «non-alignement». C'est aussi la situation qui prévaut dans le «volcan du Moyen-Orient». Cela ne signifiait pas pour autant que les impérialismes dominants étaient indifférents à l'alignement des pays balkaniques ou des pays moyen-orientaux. Cela signifiait que, tant que la concurrence impérialiste au niveau mondial n'avait pas atteint une situation de graves tensions pour le contrôle des «zones de tempêtes», de la Yougoslavie, à l'Egypte, à l'Inde, etc., il était toujours possible d'accéder à la diplomatie internationale avec des positions aux apparences «neutres», ou «non-alignées» sur les deux fronts impérialistes rivaux, URSS et USA.

Du point de vue strictement économique et financier il n'y a jamais eu de «neutralité» ou de «non-alignement». Les affaires se faisaient au grand jour avec les pays soi-disant neutres ou «frères», mais elles étaient bien peu de chose en comparaison de celles faites dans l'ombre avec les impérialismes dominants assurant sans problèmes toutes sortes de commerce, en toute quantité. Quand la situation internationale a porté le coup décisif au capitalisme russe ainsi qu'aux capitalismes nationaux de tous les pays qui gravitaient autour de Moscou et a fait exploser les contradictions de cet impérialisme - qui ne réussit pas à dominer économiquement la zone des pays que les accords de Yalta et de Potsdam lui avait permis de soumettre militairement - alors toutes les forces centrifuges, jusqu'ici étouffées sous la chape de plomb militaire,

se sont libérées et se sont mises à courir dans tous les sens pour «s'aligner» finalement sur celui qui apparaissait comme le plus sûr défenseur de leurs intérêts particuliers libérés par la crise. Ce qui s'est produit depuis 1989 dans les territoires de l'ex-URSS, à commencer par les pays baltes pour finir par ceux du Caucase (autre bel exemple d'enchevêtrement de problèmes ethniques, nationaux, religieux, sociaux et économiques), se produit aussi dans les territoires de l'ex-Yougoslavie.

Les impérialismes occidentaux comme ceux de l'Orient - Japon, Chine - tous intéressés à une Russie peu puissante pour ne pas remettre en cause les équilibres politiques et économiques dans la zone extrême-orientale, avaient aussi intérêt à ce que ne sorte pas de l'ex-Yougoslavie une Serbie trop puissante qui aurait bousculé les équilibres politiques et économiques de toute la zone des Balkans. Les impérialistes les plus puissants savent que les capitalismes plus faibles n'ont qu'une seule voie pour imposer leurs propres intérêts dans l'aire où ils ont une existence et peuvent espérer se développer: celle de la politique militaire, de l'usage systématique à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières de la force et de la violence guerrière. L'Irak, enserré par l'Arabie Saoudite, Israël et surtout l'Iran, n'ont pas eu d'autre voie pour imposer la force de leur propre capitalisme national que celle de la pression de la guerre, avec tous ses effets meurtriers de la faim, de la misère et de la mort dont souffrent surtout les masses ouvrières et paysannes. La Serbie, enserrée par la Turquie, la Russie, l'Autriche et l'Italie, n'a pas d'autre voie à suivre que celle de la «défense du territoire», les armes à la main. La Croatie s'est déjà accaparée la Dalmatie et ses débouchés sur la mer, il ne reste pour la Serbie comme débouché sur l'Adriatique que le Monténégro, allié certes mais jusqu'à quand? Toute autre voie économique et commerciale est d'autant plus compliquée qu'elle est ceinturée de 7 pays, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine (et derrière elle la Grèce), l'Albanie, la Bosnie et la Croatie. Entre la situation dans laquelle s'est trouvé l'Irak et celle de la Serbie, il y a une certaine ressemblance, de même que dans leur attitude arrogante, fanfaronne et dans l'oppression exercée contre les populations intérieures (en Irak contre les Kurdes, au Kosovo contre les Albanais). Les deux pays doivent se confronter aux puissances impérialistes dominantes pour imposer leur influence et leur politique dans leur zone d'influence et résister à la pression de type «colonialiste» des grands impérialismes mondiaux, à commencer par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sans oublier l'Allemagne, l'Italie et même la France «amie». Une telle attitude prétendument «anti-impérialiste» a souvent induit de soi-disant communistes (comme les trotskystes par exemple) à soutenir la cause de l'Irak contre les puissances occidentales, en oubliant par hasard, que dans les toutes les confrontations d'Etats bourgeois, en temps de paix comme de guerre, l'attitude des révolutionnaires communistes est le défaitisme et la lutte contre la politique de paix ou de guerre de «sa» classe dominante ou de «celle» des autres.

Le Kosovo représente une véritable épine au flanc de la Serbie, mais pas tellement pour des raisons ethniques ou religieuses (même si les différences ethniques et religieuses existent du fait que les Kosovars ne sont pas slaves et sont musulmans). La vraie raison est politique puisque, surtout après la dissolution de l'ex-Yougoslavie, la Serbie a besoin d'une union nationaliste forte et compacte pour imposer sa suprématie sur les territoires qu'elle occupe militairement - comme la Vojvodine au

nord et le Kosovo au sud, et elle ne peut se permettre le luxe d'accorder des autonomies trop larges car cela représenterait un danger pour l'union nationale de l'Etat serbe. En 1974 le Kosovo, qui déjà posait des problèmes à l'Etat fédéral, devint «région autonome» à l'intérieur de la république de Serbie. Après la mort de Tito, et sur la vague des manifestations nationalistes albanaises pour l'indépendance du Kosovo, Belgrade, après avoir systématiquement réprimé ces manifestations et après une première phase de guerre contre la Slovénie et la Croatie qui renforça sa propre indépendance d'Etat, supprima en 1990 l'autonomie du Kosovo. A ce moment commence le calvaire de la population albanaise du Kosovo (qui représente 90% de la population), maltraitée, réprimée, chassée, expropriée, bombardée par l'armée serbe pour la faire plier à la volonté et aux intérêts de la classe bourgeoise dominante serbe.

Face au bain de sang provoqué au Kosovo, comme face à celui de Bosnie, la bourgeoisie européenne opulente et rassasiée se limita à s'horrorifier, à se lamenter sur les droits de l'homme piétinés, à dénoncer à l'opinion publique les crimes perpétrés par les serbes et les repréailles que les miliciens de l'UCK (Armée de Libération du Kosovo, apparue entre 1995 et 1997) exerçaient contre des policiers et soldats serbes. Comme dans le cas de la Bosnie, elle ne savait de quel côté se tourner et espérait de tout son coeur que la situation au Kosovo ne prendrait pas une tournure internationale qui l'oblige à se décider sur une forme d'intervention autre que celle habituelle et impuissante de l'ONU ou des soi-disant «observateurs internationaux». Mais la situation s'aggrava et devint aiguë. Le Pape lança un appel à la paix, Washington se mit à défendre la soi-disant paix de Dayton de 1995, Belgrade amassa des troupes au Kosovo pour «débusquer et éliminer» les habituels «terroristes» de l'UCK, et l'Europe ... restait à regarder. Naturellement, de notre point de vue, tout ceci répond à une logique qui provient des rapports de force entre les diverses puissances impérialistes et des situations de crise qui se créent continuellement dans le désordre mondial d'après 89. En vérité il n'y a pas encore de «nouvel ordre mondial». Une nouvelle répartition du monde entre les puissances impérialistes n'est pas encore définie, mais c'est la direction qu'elles ont prise et dans laquelle elles se heurtent continuellement. Pour l'instant ce sont les Etats-Unis avec leur fidèle allié britannique qui dictent les conditions du «nouvel ordre mondial»: ce fut ainsi pour l'Irak, pour la Somalie et c'est ainsi maintenant pour la Serbie. Mais ce sont des «conditions» que les Etats-Unis ne sont pas parvenus à imposer jusqu'au bout, malgré les bombardements de Bagdad, les poignées de main entre Arafat et Nétanyahou ou en élevant la voix dans les conflits avec les seigneurs de la guerre en Somalie. Même avec la menace d'interventions aériennes et de bombardement des positions serbes pour ramener Belgrade à la raison, il est fort probable que Washington ne parvienne pas à obtenir une «victoire». Encore une fois, il ne réussira pas à faire faire aux Etats les plus faibles ce qu'il s'imagine devoir être fait pour assurer la «paix démocratique» dans le monde, mais surtout pour glorifier son hégémonie impérialiste. La «faiblesse» politique et diplomatique des impérialistes européens (que les rencontres au château de Rambouillet aux portes de Paris n'ont fait que confirmer) par rapport aux situations de crise et de guerre dans les diverses zones de tempêtes du monde, et en particulier dans les pays balkaniques qui sont une partie de l'Europe même, se transmet objectivement

aussi à l'impérialisme des Etats-Unis qui n'ont pas dans le conflit du Kosovo les mêmes intérêts vitaux que ceux représentés par les puits pétroliers du Koweït ou de l'Irak et qui ne sont pas poussés par de puissants motifs pour intervenir militairement avec fermeté et en temps opportun. Ceci ne signifie pas que les avions américains n'iront pas lâcher leur cargaison de bombes pour punir les «serbes», mais que l'intervention militaire des puissances impérialistes au Kosovo ne sera pas décisive, comme se l'imaginent au contraire les bourgeois et les pacifistes de toute sorte qui soutiennent l'intervention de l'OTAN ou au moins celle des américains pour «stopper» l'action répressive serbe contre les Kosovars.

La tragédie du Kosovo n'est pas seulement le fait que la population d'origine albanaise soit depuis longtemps sujette aux vexations et à la répression de la part de Belgrade; ni seulement le fait que ce sont les pires brigands impérialistes existant au monde qui prennent sa «défense» en termes de «droits humains», alors que leur «mission» n'est jamais de venir au secours des peuples opprimés, mais d'intervenir pour stabiliser leur domination politique et militaire dans divers pays. La tragédie profonde et historique réside dans le fait que les poussées nationalistes, combinées avec le mortel cocktail de l'autonomie et de la démocratie, dominent complètement le prolétariat kosovar, comme elles ont dominé le prolétariat bosniaque et dominent les prolétaires serbes. Les prolétaires sont en fait des otages aux mains des différentes fractions bourgeoises qui s'affrontent pour leurs intérêts exclusif de domination des territoires, des mines, des champs, des cours d'eau, des fabriques et des populations.

Se libérer des mailles des nationalismes et confessions en conflit ne viendra jamais de la pacification impérialiste, ni des «élections libres», ni des accords entre petits et grands brigands autour d'un gâteau à se partager d'une manière différente que dans le passé: cela ne pourra se faire que si les prolétaires de l'un et de l'autre camp aujourd'hui opposé s'engagent sur la voie de la rupture décisive et définitive avec leur propre bourgeoisie, avec l'union sacrée autour du drapeau national et donc bourgeois, avec toutes les politiques et toutes les organisations dont la caractéristique est la conciliation des intérêts bourgeois et prolétaires.

Etant donné la situation d'union sacrée qui s'est créée entre les prolétaires serbes et la bourgeoisie serbe dans les conflits avec les albanais du Kosovo - comme hier dans les conflits contre les Croates ou les Slovènes - la première tâche qui attend les prolétaires serbes

IL COMUNISTA

(Bimestriale)

No 64-65 Janvier-Avril 1999

-Kosovo: l'umanitarismo peloso degli imperialismi occidentali, e il cinico terrorismo antialbanese del capitalismo straccione serbo, sono due facce della stessa medaglia
 -Il movimento napoletano dei senza lavoro e dei senza salario
 -Il banditismo imperialista in Irak
 -Metalmeccanici: il rinnovo contrattuale voluto dalla Triplice sindacale significa riduzione costante dei salari e orario di lavoro adeguato alle sole esigenze padronali
 -Battaglia comunista: doppio misto di volontarismo e intellettualismo di democrazia militante e partito «virtuale»
 -I diritti dell'uomo, espressione ideologica dello schiavismo borghese
 -Senza programma rivoluzionario, non ci sarà mai partito rivoluzionario
 -Le nuove forme di collaborazionismo interclassista (Riunione Generale di Genova 9-10/1/99)

est de rompre toute forme de solidarité et de complicité avec sa bourgeoisie, en luttant pour que l'armée serbe cesse immédiatement son action de police au Kosovo et pour qu'ils laissent aux Kosovars, dans l'immense majorité d'origine albanaise, le «droit» de choisir la séparation d'avec la Serbie. Mais dans le même temps nous disons aux prolétaires kosovars que la séparation avec la Serbie n'améliorera pas leur situation et leurs conditions: ils resteront toujours des travailleurs salariés directement exploités par les bourgeois kosovars, qui après les avoir utilisés comme masse de manœuvre et comme bétail pour obtenir l'autonomie bourgeoise de Belgrade, s'emploieront à les pressurer bien plus encore qu'avant. C'est pour cela que les prolétaires kosovars ne pourront jamais compter sur la bourgeoisie kosovare pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, mais qu'ils devront compter sur leurs frères de classe, serbe ou d'autre nationalité, parce que ils ont en commun le fait d'être exploités de la même manière même si leurs diverses bourgeoisies se livrent entre elles une concurrence acharnée.

Nous ne croyons pas que la voie de l'émancipation prolétarienne au Kosovo et en Serbie soit celle de la lutte de libération du Kosovo: cette «lutte de libération» est totalement bourgeoise et répond uniquement aux intérêts bourgeois. La voie de l'émancipation prolétarienne au Kosovo et en Serbie est celle de la lutte de classe, que les prolétaires serbes ont déjà emprunté avec vigueur et détermination dans les années vingt. Si nous avons la possibilité pratique de faire parvenir notre parole aux prolétaires kosovars et serbes et d'intervenir auprès d'eux, nous ne pourrions soutenir que ces mots d'ordre:

- Contre l'intervention militaire de l'armée serbe au Kosovo et pour le retrait immédiat des troupes serbes du Kosovo.
- Contre l'intervention diplomatique et militaire de l'OTAN ou de tout autre Etat bourgeois.
- Contre la «guerre de libération» soutenue par l'UCK ou de toute autre formation nationaliste albanaise.
- Contre l'union sacrée entre prolétariat et bourgeoisie, dans le camp serbe comme kosovar.
- Pour la rupture de toute forme de collaboration interclassiste, au niveau politique, économique, syndical et militaire.
- Pour la réorganisation et l'unification classiste des prolétaires, au-delà de la nationalité d'origine, pour la défense exclusive des intérêts immédiats et généraux de la classe prolétarienne.
- Pour la reprise de la lutte de classe parce que c'est la seule qui puisse arrêter la guerre bourgeoise, les massacres et la «purification ethnique».
- Pour la formation du parti communiste révolutionnaire, sur la base du programme marxiste défendu internationalement par notre organisation, capable de servir de point de référence politique de tous les prolétaires au-delà de toutes les frontières et de diriger leur lutte vers la révolution et la conquête du pouvoir politique.

Non à une intervention impérialiste en Albanie!

(«le prolétaire» no 439 - Janv.-Février-Mars 1997)

Au moment où nous écrivons, les appels à une intervention militaire européenne, lancés par les milieux gouvernementaux albanais, se multiplient et sont relayés par la presse internationale. Pour le moment il semble que les pays européens (qui, rappelons-le, maintiennent des forces militaires importantes dans la Bosnie voisine) aient renoncé à mener une intervention de «gendarmerie» pour maintenir l'«ordre» établi et sauver l'administration Berisha. Cependant ils ont admis le principe d'une «aide humanitaire et militaire» d'ampleur limitée. Déjà des soldats allemands qui protégeaient le rapatriement de leurs ressortissants ont ouvert le feu sur des émeutiers (la première fois depuis la fin de la guerre mondiale que des soldats allemands font usage de leurs armes en dehors de leurs frontières). Le gouvernement grec a montré les dents en faisant savoir qu'il massait des chars à sa frontière avec l'Albanie...

Ce remue-ménage indique assez l'inquiétude que suscite l'insurrection en Albanie parmi les bourgeoisies européennes; les grands médias décrivent la situation dans ce pays en terme d'anarchie, de mafias, de pillages, de destructions aveugles par des masses de déshérités sans foi ni loi, en un mot par des prolétaires. Nous ne disposons d'aucune source d'informations particulière, mais le caractère même des immeubles visés par les destructions (prisons, immeubles de la police, du parti Démocrate au pouvoir) indiquent que les émeutiers sont tout sauf aveugles. Les accusations de manipulations par le Parti Socialiste (l'ancien parti unique) sont tombées d'elles-mêmes lorsque Berisha, le président démocrate dont l'élection avait été appuyée par toute la bourgeoisie européenne (pendant la campagne, le député RPR Peyricard était venu lui apporter le soutien du gouvernement français et avait participé à ses meetings), a fait appel à l'opposition pour former un gouvernement d'union nationale. Les insurgés ont refusé de déposer les armes et ont désavoué les socialistes!

La colère née de l'effondrement des établissements financiers véreux (les «pyramides») lorsque les sources de contrebandes avec l'ex-Yougoslavie se sont tariées, s'est tournée contre le gouvernement parce que ce dernier soutenait ces établissements qui avaient d'ailleurs contribué financièrement à sa campagne électorale. Selon certains journaux un tiers des familles albanaises aurait été escroqué par ces financiers (d'autres citent des chiffres encore plus élevés). La révolte des petits épargnants ruinés a peu à peu fait tâche d'huile devant le refus obstiné du pouvoir à répondre autrement que par la répression policière et l'intimidation par des bandes para-légales. Lorsque l'insurrection a gagné une grande partie du Sud, le gouvernement Berisha a joué à fond la carte des divisions régionales. Il a tenté d'organiser et de mobiliser ses partisans dans le nord et dans la capitale Tirana, tandis qu'il menaçait d'envoyer l'armée réduire les insurgés du sud.

L'absence du parti prolétarien

Mais l'extension apparemment irrésistible de la révolte au nord et à Tirana marque un tournant dans la crise albanaise: les pressions internationales se multiplient pour que Berisha quitte le pouvoir avant que n'éclate une guerre civile dans laquelle les structures de l'Etat bourgeois risqueraient de voler en éclats. L'atout fondamental de la bourgeoisie dans une crise aussi profonde est l'absence de tout mouvement ouvrier organisé, disposant non seulement d'organisations de défense économiques, mais surtout de son organe politique, le parti révolutionnaire communiste, en mesure de diriger une insurrection spontanée vers le déracinement complet du système capitaliste et de l'Etat bourgeois. En l'absence de ce parti de classe la bourgeoisie albanaise, appuyée et conseillée par les bourgeoisies internationales, a la plus grande facilité pour manoeuvrer, sacrifiant s'il le faut Berisha pour sauver l'Etat bourgeois et le mode de production capitaliste.

En l'absence du parti et du mouvement prolétariens - dont l'idée même a été compromise pour longtemps par des décennies d'implacable régime bourgeois stalinien - les dirigeants petits-bourgeois que l'insurrection s'est trouvée parler le langage de la démocratie et du nationalisme et ne rêvent que d'accords avec l'impérialisme européen ou américain pour les aider à reconstruire une Albanie démocratique et prospère.

Mais une éventuelle intervention impérialiste en Albanie n'aurait comme objectif que de protéger l'Etat bourgeois contre les masses déshéritées; sa cible serait précisément les prolétaires et les pauvres qui constituent le moteur réel de la révolte actuelle que les opposants socialistes ont déjà trahi et que les chefs petits-bourgeois trahiront inévitablement demain.

Quelle que soit la suite des événements et en dépit de la carence fatale du parti de classe, les masses prolétariennes et déshéritées, les sans-réserves «incultes» d'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe, ont déjà donné une leçon à leurs frères de classe des riches contrées capitalistes - une leçon de combativité, de courage, de décision - et un exemple - l'exemple que l'Etat bourgeois avec sa police et son armée n'est pas tout-puissant et qu'il peut être renversé: une leçon et un exemple qui devront demain inspirer les prolétaires d'avant-garde dans les autres pays.

La solidarité avec les masses prolétariennes doit en attendant se manifester par l'opposition active et résolue à toute intervention militaire des bourgeoisies européennes contre les insurgés, contre nos frères de classe albanais et les masses laborieuses de ce petit pays.

VIVE LA LUTTE PROLETARIENNE!

17/03/1997

Les rivalités impérialistes attisent les affrontements en Bosnie

(«le prolétaire» no 432, Juillet-Août-Septembre 1995)

Après une accalmie de quelques mois les combats ont repris à la fin du printemps avec leur cortège d'horreurs: massacres de prisonniers, bombardements de civils - en dépit de la présence des «casques bleus» censés être là pour assurer le maintien de la paix. Ces casques bleus ont même été faits prisonniers par centaines par les serbes, provoquant cette fameuse crise dite «des otages» pour mieux susciter l'indignation de l'opinion publique: il n'y a pas à s'étonner que les soldats serbes faits prisonniers par les français lors de la reconquête d'un pont à Sarajevo n'aient, eux, jamais été qualifiés d'otages par les médias: cela fait partie des trucs classiques de la manipulation de l'opinion dans laquelle excellent les moyens de propagande bourgeois - nous voulons parler de la presse, des télé et des radios libres et démocratiques de nos grands pays. A la suite de ce battage soigneusement entretenu, il a été décidé la création d'une «Force de Réaction rapide» dont le but affirmé est de protéger en cas de besoin les casques bleus. A la différence de ceux-ci les soldats de cette nouvelle force sont dotés d'un armement lourd, revêtu de camouflage et ont pour mission d'engager s'il le faut le combat. De plus ils ne dépendent plus d'un commandement onusien, mais sont sous les ordres directs des forces armées de leur propre pays.

Cet engagement militaire supplémentaire et direct - essentiellement de la France et de la Grande-Bretagne, les deux pays qui avaient déjà le plus de soldats sur place - marque un pas supplémentaire dans les affrontements de l'ex-Yougoslavie. La tentative de geler le conflit en l'état, tentative dont ces deux pays étaient les plus ardents promoteurs, est en train d'échouer. Il y a déjà plusieurs mois que les Etats-Unis ont ouvertement annoncé qu'ils ne participeraient plus au contrôle de l'embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie. Bien qu'ils aient continué officiellement à fournir à leurs alliés européens les moyens logistiques et techniques de maintenir cet embargo et à affirmer qu'ils respecteraient celui-ci, leur aide au réarmement de la Bosnie et de la Croatie est un secret de polichinelle: les forces de l'ONU ont à un moment publiquement fait état du passage d'avions dans la zone dite d'«exclusion aérienne» contrôlée par l'OTAN (sous commandement américain), ce que celle-ci niait absolument. Cependant des journalistes ont pu être les témoins d'atterrissage d'avions de transport militaire non immatriculés, mais «de modèle américain» sur des aéroports croates: l'impérialisme américain a entendu nos «révolutionnaires» qui défilent ou qui pétitionnent sous le mot d'ordre «des armes pour la Bosnie!»...

Les américains ont poussé à la constitution d'une fédération croato-bosniaque dont la seule réalité tangible est jusqu'ici une alliance militaire entre le pouvoir de Sarajevo et la Croatie, ou plus précisément entre les forces des croates de Bosnie (intégrés en fait dans une «grande Croatie») et les forces loyales à Sarajevo. Des conseillers militaires américains supervisent ouvertement «l'intégration effective des commandements bosniaques et croato-bosniaques», mais ils assurent que contrairement à la rumeur, ils ne les conseillent pas dans leur stratégie militaire ni leur offensive

en cours. Ce genre de démenti équivaut à un aveu. Quoi qu'il en soit, la reprise de la guerre ce printemps s'est conclue par de nombreuses victoires des croates dans la région de la Krajina que les serbes avaient érigé en région autonome. L'offensive des forces de Sarajevo au mois de juin se solde pour l'instant par des succès militaires sur les différents fronts en dépit de bombardements véritablement terroristes des serbes sur des objectifs civils. C'est pour parer à cette offensive que les serbes avaient repris fin mai leurs armes lourdes déposées sous surveillance de l'ONU, suscitant les bombardements de représailles de l'OTAN, auxquels ils répondaient à leur tour en faisant prisonnier les casques bleus.

L'envoi de la Force de Réaction Rapide apparaît comme une aide implicite aux offensives des forces de Sarajevo, et les déclarations du sommet européen de Cannes exigeant entre autres la levée du siège de la capitale bosniaque confirment cette impression. Il serait pourtant erroné de croire que les grandes puissances, lassées par l'entêtement des serbes, soient tombées d'accord pour assurer la victoire au gouvernement de Sarajevo. Il s'agit davantage de favoriser une modification du rapport des forces sur le terrain au détriment des serbes afin d'amener ceux-ci à accepter la dernière mouture du compromis sur lequel sont tombés d'accord les différents impérialismes, sans pouvoir encore le faire entériner en dépit de toutes les pressions (notamment l'embargo contre la Serbie et l'embargo sur les armes qui frappe - en théorie - d'abord les bosniaques).

On a beaucoup parlé à ce sujet de «l'impuissance» de l'ONU. Mais cette impuissance ou plutôt ces hésitations continues, ne sont rien d'autre que le fruit des divergences entre les impérialismes influents dans cette région. Si tous sont d'accord sur l'objectif minimal d'éviter une extension du conflit aux pays balkaniques voisins qui pourrait déboucher sur des conséquences redoutables, ils divergent sur presque tous les autres points. L'Allemagne apporte un soutien sans faille à la Croatie et par conséquent est hostile à la Serbie; la Russie soutient sans hésiter son allié traditionnel serbe et donc est hostile aux autorités de Sarajevo; les Etats-Unis qui redoutent un retour d'influence russe dans les Balkans font leur possible pour bloquer les visées serbes (ils ont déjà fait échouer un accord de paix qu'ils jugeaient trop favorable aux serbes) et veulent aussi jouer les tuteurs de la Croatie pour ne pas laisser l'Allemagne au premier plan. Mais ils sont handicapés par leur refus bien arrêté de ne pas se laisser entraîner dans une quelconque intervention militaire sur le terrain. La France et la Grande-Bretagne, qui, elles, disposent des contingents militaires les plus importants en Bosnie ont une position intermédiaire et indécise. Elle seraient plutôt favorables à la Serbie, seul Etat suffisamment fort pour tenir le rôle de gendarme de l'ordre établi dans la zone, et elles voient sans plaisir la place qu'a pu rapidement occuper l'Allemagne sans même avoir à envoyer un seul soldat; mais une Serbie trop forte et trop adossée à la Russie ne leur sourit guère, et elles ne veulent sous aucun prétexte que les divergences sur la question de l'ex-Yougoslavie pèsent sur leurs relations avec l'Allemagne: dans les gouvernements européens chacun se souvient qu'une guerre mondiale est déjà née à Sarajevo.

Les interminables tentatives pour geler la situation en l'état et maintenir un statu-quo précaire correspondent le mieux aux intérêts franco-anglais. Mais ces tentatives

sont de plus en plus irréalistes et obligent à un renforcement constant des troupes pour tenir en respect les deux parties. Cette situation ne pourra s'éterniser indéfiniment; d'ores et déjà Paris et Londres se sont aperçus qu'ils se sont militairement trop engagés, au point qu'un retrait des casques bleus dépasse leurs capacités militaires et logistiques! Par ailleurs un retrait, qui ne serait possible que grâce à l'aide américaine, signifierait leur échec à maintenir leur influence et à défendre leurs intérêts dans la région face aux concurrents impérialiste comme face aux petits Etats. La Force de Réaction Rapide a donc aussi pour but inavoué d'éviter cette alternative désastreuse, soit en gelant encore la situation dans l'espoir d'arriver enfin à un compromis entre les belligérants, soit à défaut en permettant plus facilement un retrait des casques bleus: en dernière analyse il s'agit bel et bien d'une force de protection des impérialismes anglais et français. On ne s'étonnera donc pas que les américains rechignent à la financer!

Les seuls véritables otages de ce tragique affrontement de rivalités bourgeoises et impérialistes sont les populations de l'ancienne Yougoslavie et au premier chef, comme toujours, les classes exploitées qui subissent soit directement les atrocités d'une guerre particulièrement cruelle que l'intervention impérialiste ne réussit qu'à prolonger et à envenimer, soit indirectement ses conséquences économiques et sociales catastrophiques, soit les deux en même temps.

Tout soutien à l'intervention impérialiste en Bosnie est à condamner, qu'il soit explicite ou implicite. La seule voie d'issue pour les masses opprimées de Bosnie est celle de la rupture avec tous les camps bourgeois et la reconstitution du camp prolétarien par delà les frontières, nouvelles ou anciennes. Cette voie est longue et peut apparaître sans espoir alors que les populations souffrent quotidiennement de la guerre. Mais l'autre voie, celle de la soumission aux nationalismes bourgeois n'a, depuis des décennies et des décennies, conduit qu'à des catastrophes aux masses de cette région déchirée et elle continuera éternellement à conduire à de nouvelles catastrophes: c'est bien elle qui est la voie longue et sans espoir. Mais la rupture avec cette impasse mortelle ne pourra être le fruit que de la réapparition effective de l'alternative classiste et révolutionnaire parmi le prolétariat des grands Etats capitalistes et non d'une «prise de conscience» soudaine et miraculeuse des prolétaires écrasés de l'ex-Yougoslavie.

C'est dire que la solution des épreuves des masses exploitées de cette région réside en définitive dans la capacité de la classe ouvrière des citadelles impérialistes à revenir sur le terrain de la lutte de classe, du retour au programme communiste et de la reconstitution du parti révolutionnaire international.

Toute action, si généreuse soit-elle, qui revient au contraire à placer les rares forces militantes potentiellement révolutionnaires sur le terrain de l'interclassisme, de la démocratie et de la solidarité avec un gouvernement bourgeois (derrière la défense «contre l'agression» ou le «multi-ethnisme») barre la voie à la renaissance de la lutte de classe et laisse libre cours à l'impérialisme et à tous ses méfaits.

Un soutien ouvert aux forces serbes

(«le prolétaire» no 427 - Juin-Juillet-Août 1994)

Nous avons reçu une lettre-circulaire (adressée en même temps à différentes organisations non partie prenante du «Secours Ouvrier à la Bosnie») signée de plusieurs militants de la «Gauche Révolutionnaire» (1), ainsi que du «Mémorial du génocide serbe». Il y est dit:

«La présentation de la liste «L'Europe commence à Sarajevo» aux élections européennes a relancé l'hystérie contre le peuple serbe. La désinformation à grande échelle continue, des livres comme celui de Jacques Merlino étant victime d'un véritable complot du silence dans les médias, excepté la presse communiste et quelques journaux à petit tirage.

Pourtant des voix continuent à s'élever et de nombreux travailleurs et militants témoignent régulièrement de leur dégoût des manipulations médiatiques et de leur volonté de voir prises des initiatives publiques allant à contre-courant.

C'est pourquoi [nous appelons à] un rassemblement avec prises de paroles le samedi 9 juillet devant l'UNESCO pour faire entendre une autre voix et exiger:

-La levée de l'embargo contre la Yougoslavie

-Le retrait des troupes de l'ONU»

Suivent la liste des signataires et des détails logistiques.

Organiser une action sur ces deux mots d'ordre, revient à organiser une action de soutien au régime serbe et aux milices nationalistes serbes de Bosnie. Les organisateurs ne s'en cachent à peine, eux qui écrivaient il y a quelques mois dans leur bulletin «Prométée» que la Serbie était le dernier Etat ouvrier d'Europe et que les marxistes devaient donc le défendre contre l'impérialisme occidental prêt à tout pour le renverser...

La seule clause qui apparaît trompeusement juste, c'est le «dégoût des manipulations» et la nécessité d'aller «à contre-courant»: mais à contre-courant des soutiens à l'un quelconque des camps bourgeois en conflit ou de la caverne de brigands onusienne; contre les manipulations des médias mais aussi de ceux qui sans doute moins puissants, qui appellent à soutenir le camp opposé. La diplomatie étatique de l'impérialisme français, elle, jouant tantôt l'un, tantôt l'autre camp.

Il est de notoriété publique que les services du Quai d'Orsay jugent la Bosnie «non-viable», et préconisent une levée progressive de l'embargo contre la Serbie.

-Aucune solidarité avec aucun des camps nationalistes bourgeois en guerre!

-Rupture des fronts de guerre, retour à des fronts de classe regroupant les prolétaires de toutes confession, ethnie, nation contre la bourgeoisie et l'impérialisme!

Voilà deux mots d'ordre qui peuvent sembler aujourd'hui complètement à contre-courant, irréalistes et irréalisables, mais qui définissent la seule ligne permettant de donner une issue au piège mortel des affrontements nationalistes, la ligne de la lutte prolétarienne et de la révolution communiste.

Et c'est ici, dans les métropoles impérialistes qui tirent les ficelles et engrangent les bénéfices de ces affrontements, que cette ligne devra commencer à trouver une réalisation. Et c'est à la défendre et à la propager que les véritables révolutionnaires doivent consacrer tous leurs efforts au lieu de se mettre à la remorque, sous un prétexte ou un autre, des innombrables alignements bourgeois.

(1) Il s'agit d'une scission des JCR, l'une des organisations de jeunesse de la LCR. La GR a adhéré au regroupement trotskiste international initié par l'organisation anglaise «Militant Labour» dont le trait caractéristique est l'entrisme dans les grandes organisations réformistes anti-prolétariennes: Labour Party en Grande-Bretagne, SPD en Allemagne, ANC en Afrique du Sud, etc.

Yougoslavie

La mystification de l'humanitarisme impérialiste

(«le prolétaire» no 418 - Oct.-Nov.-Déc. 1992)

Les atrocités commises en Bosnie-Herzégovine ont été amplement répercutées et dénoncées par les moyens d'information, surtout lorsqu'elles étaient perpétrées par les serbes. Les médias ont été beaucoup plus tolérants envers les crimes commis par des troupes relevant des «autorités bosniaques» ou par des «irréguliers» dits «musulmans». Cette indignation à sens unique est tout particulièrement odieuse dans le cas de l'Eglise catholique qui a comparé les camps serbes de prisonniers aux camps d'extermination nazis, et a appelé les pays occidentaux à entrer en guerre contre la Serbie au nom de la lutte contre la barbarie. Chacun sait que lors de la deuxième guerre mondiale l'Eglise s'était bien gardée de dénoncer ni les camps allemands, ni la politique de massacres et d'extermination menée par le régime fasciste croate. Mais l'Eglise catholique a jeté tout son poids derrière le nouvel Etat croate, et donc contre la Serbie.

La grande campagne médiatique des derniers mois avait pour but de préparer le terrain à l'adoption de mesures contraignantes contre la Serbie et à une intervention limitée, derrière le prétexte humanitaire, dans l'ex-Yougoslavie. Dans les circonstances actuelles ce serait en effet un erreur de s'attendre à une attaque militaire occidentale de grand style, dans le genre de l'attaque contre l'Irak. Les experts militaires n'ont cessé de nous expliquer en long et en large que ce serait une opération difficile, coûteuse en hommes et en matériel, qu'il y aurait un risque de s'enliser dans un bourbier, etc. Mais depuis quand les militaires font dépendre leurs guerres des risques de pertes en matériel et en vies humaines? Il est possible et même probable que les difficultés complaisamment décrites soient bien réelles, mais en d'autres circonstances elles auraient été tout simplement passées sous silence, et les mêmes experts nous auraient raconté que les problèmes pouvaient être aisément surmontés et que la victoire était assurée.

C'est que les impérialismes occidentaux estiment n'avoir aujourd'hui aucun intérêt à aller faire la guerre en Yougoslavie pour consolider tel Etat et pour combattre l'Etat serbe (contrairement à ce que s'imaginent certains hurluberlus trotskystes qui voient dans la Serbie le «dernier Etat ouvrier d'Europe»!). Le problème pour eux est d'abord d'éviter que les affrontements ne s'étendent au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie, vers une Europe centrale à la recherche anxieuse de son équilibre, ou vers les autres Etats balkaniques travaillés d'irrépressibles contradictions internes. Ce risque de contagion n'est pas une vue de l'esprit, même si ce n'est pas un danger immédiat: des incidents ont déjà eu lieu entre la Serbie et la Hongrie soucieuse de «protéger» la minorité hongroise de Vojvodine; la Grèce s'oppose à l'indépendance de la Macédoine alors que la Bulgarie se pose en protecteur de celle-ci, etc. Dans tous ces pays la bourgeoisie joue consciemment la carte nationaliste pour faire diversion aux tensions sociales; l'exemple le plus frappant est peut-être la Grèce, où pratiquement tout l'éventail politique, démocrates et forces «de gauche» au premier rang, a participé aux mobilisations patriotiques anti-macédoniennes (la petite et inviable

république de Macédoine est accusée de visées territoriales sur la Macédoine grecque!).

Le problème est ensuite pour les impérialismes occidentaux d'éviter dans la mesure du possible l'émergence sur les ruines de la Yougoslavie d'un Etat trop puissant pour ses fragiles voisins - la nouvelle Serbie. C'est pourquoi après avoir donné leur aval à la désintégration de la Yougoslavie au nom de «l'autodétermination des peuples», ils ont refusé que ce même principe s'applique à l'intérieur des nouvelles Républiques, au nom du principe de «l'inviolabilité des frontières internationales» (il est bien connu que les principes bourgeois ont la particularité d'être suffisamment élastiques pour toujours épouser les intérêts de la classe dominante). Après avoir soutenu tout au long de la «guerre froide» l'Etat yougoslave, l'impérialisme occidental, et principalement européen, se mit à faire pression sur lui pour qu'il se «démocratise» lorsque le camp soviétique disparut, ce qui signifiait ouverture plus grande au capital occidental et liquidation des «rigidités structurelles» qui y faisaient obstacle.

Il est clair que les gouvernements occidentaux voulaient maintenir l'unité du pays pour des raisons de stabilité de la région; il est non moins clair que des forces puissantes au sein des Etats occidentaux poussaient à un accroissement de leurs zones d'influence, ce qui conduisait inévitablement à un «repartition», donc à un démembrement du fragile Etat yougoslave, et qu'ils ont contraint les gouvernements à soutenir finalement l'éclatement du pays et assumer le rôle de parrains des nouveaux petits Etats; il n'est qu'à prendre l'exemple de l'Allemagne où le gouvernement Kohl soutenait d'abord l'unité yougoslave, avant de changer de politique sous la pression, comme on dit, de «l'opinion publique», telle qu'elle est fabriquée par les grands groupes de presse: la politique des Etats bourgeois est toujours au service des intérêts économiques dominants.

La politique des gouvernements européens consiste à essayer, non de résoudre, mais de gérer la «crise yougoslave» de façon d'abord à ce qu'elle ne dégénère pas dans une opposition ouverte entre l'Allemagne et ses alliés (les intérêts en jeu dans l'ex-Yougoslavie ne sont pas pour eux importants au point de valoir le risque de mettre en péril l'alliance européenne); ensuite de «limiter» le conflit (de le «circonscrire» comme on disait autrefois lors des guerres balkaniques) au seul territoire yougoslave, puis, lorsqu'il est apparu que les autorités bosniaques perdaient du terrain face aux serbes, d'accentuer la pression sur la Serbie en instituant contre elle l'embargo, ce qui est déjà une mesure militaire, et de faire appel aux casques bleus.

Au stade actuel des choses l'intervention de l'ONU ne vise qu'à maintenir la situation en l'état, c'est-à-dire à prévenir un effondrement des autorités bosniaques; celles-ci ont fait leur possible pour susciter et accentuer l'intervention de l'ONU, y compris en se livrant à des attaques «incontrôlées» contre les casques bleus ou en abattant un avion humanitaire; et les européens ont réagi à ces provocations, non en dénonçant leurs auteurs (officiellement ils restent «inconnus...»), mais en renforçant leur présence militaire sous drapeau de l'ONU. Cependant ils ont fait la sourde oreille aux demandes des bosniaques de les aider à combattre les serbes et même de leur permettre de se procurer de l'armement lourd: l'humanitarisme européen et onusien

consiste non à se battre à la place ou aux côtés des combattants, mais à les laisser s'entretuer le temps qu'il faudra, pour, lorsque les différentes parties seront à bout de force, leur imposer le plan de paix qu'elles refusent toutes aujourd'hui, mais qui a été concocté dans les chancelleries pour satisfaire au mieux les intérêts impérialistes. Les présences militaires des anglais, des canadiens, des espagnols, des français (les militaires français sont très fiers d'annoncer qu'ils représentent le plus gros contingent, avec notamment un bataillon sous le drapeau national et non onusien) ou autres, s'explique par le fait qu'il s'agit d'un gage pour que leurs intérêts réciproques soient bien pris en compte au moment du règlement de la question.

L'humanitarisme impérialiste ne résoud aucun problème (le gouvernement français si empressé pour raison humanitaire d'envoyer en Bosnie-herzégovine des milliers de soldats, n'a accepté de laisser entrer en France que... 300 réfugiés, alors qu'ils sont des milliers dans des camps à attendre, au péril de leur vie selon la Croix-Rouge, qu'un pays leur accorde un refuge); mais il revient en l'occurrence à laisser pourrir la situation, donc finalement à aggraver les souffrances des populations. Il est un alibi commode non seulement pour camoufler les responsabilités des différents Etats bourgeois dans le drame yougoslave, mais pour soutenir les interventions militaires: dans le cas yougoslave il a par exemple donné le coup d'envoi à une réforme de la constitution allemande pour permettre l'envoi de soldats hors des frontières, et il a été utilisé dans le même but au Japon dans le cas du Cambodge. Les campagnes humanitaires sont donc des campagnes de soutien à l'impérialisme et elles doivent être combattues à ce titre par les prolétaires conscients. Les populations de l'ex-Yougoslavie n'ont pas besoin de la compassion et de la charité émue des populations occidentales - et encore moins de l'humanitarisme blindé des gangsters impérialistes. Elles ont besoin avant tout que renaisse la lutte anti-impérialiste, la lutte anti-capitaliste révolutionnaire, au sein des grands Etats bourgeois, pour que se desserre la pression impérialiste qui attise tous les conflits et toutes les rivalités bourgeoises.

Elles ont besoin qu'y renaisse la lutte prolétarienne indépendante pour que les prolétaires ex-yougoslaves puissent comprendre que la seule guerre qui vaille est la guerre de classe, unissant les prolétaires par-dessus les frontières d'Etats, de race ou de religion, contre tous les Etats bourgeois. Elles ont besoin que renaisse la lutte pour le communisme véritable afin de se rendre compte qu'il existe une alternative au faux socialisme qu'elles ont connu, au capitalisme à visage découvert qu'elles vivent, au nationalisme qui les fait se déchirer et périr aujourd'hui.

Et les prolétaires d'Occident aussi ont besoin de comprendre cela, car c'est leur futur qu'ils peuvent contempler dans le miroir yougoslave, le futur de misères, de destructions et de guerres que nous réserve inévitablement le capitalisme si la révolution prolétarienne n'y met pas fin, si le prolétariat n'arrive pas à prendre conscience de la nécessité impérieuse de rompre la mortelle union entre les classes (qu'elle soit lubrifiée par la démocratie ou le nationalisme), et à retrouver sa force révolutionnaire irrésistible en se réorganisant autour de son programme, de ses méthodes, de ses organisations, et de son parti de classe. Voilà à quoi doivent travailler les militants communistes qui savent l'importance des enjeux: la Yougoslavie, c'est le Monde!

Yougoslavie

Solidarité et unité de tous les prolétaires contre toutes les forces bourgeoises démocratiques et nationalistes!

(«le prolétaire» no 412, Août-Sept.-Oct. 1991)

La guerre civile qui s'est déclenchée en Yougoslavie, sous la poussée des contradictions internes historiques, économiques, politiques et militaires, met face à face des prolétaires de différentes appartenances nationales ou ethniques, les jettent les uns contre les autres pour une cause qui n'est pas la leur, pour une cause purement bourgeoise de lutte d'influence et de défense d'intérêts capitalistes locaux. Ce conflit entre nationalités yougoslaves éclate à la suite d'une longue agonie de l'économie nationale en liaison avec la crise capitaliste mondiale, de l'accroissement des disparités entre les différentes régions du pays qui en est résulté. Il s'inscrit ensuite dans ce contexte bouleversé de remise en question de tous les anciens équilibres entre l'Est et l'Ouest, de la chute les uns après les autres des pays usurpant le titre de «communiste» ou de «socialiste», pour masquer leur véritable nature bourgeoise, et il participe, avec un premier rôle, à la montée des nationalismes de toute la zone de l'ancien glacis russe et de toute l'ex-URSS. Mais mieux que partout ailleurs encore il démontre l'utilisation actuelle du nationalisme comme puissant dérivatif à la lutte de classe.

LA CRISE YUGOSLAVE EST CELLE D'UNE ECONOMIE CAPITALISTE A 100 %

N'ayant jamais eut de réserve ni de potentiel économique et financier suffisants pour amortir le moindre choc d'une crise capitaliste de l'envergure et de la durée que celle que connaît le capitalisme aujourd'hui, la Yougoslavie a été prise dans sa tourmente avec une grande violence. Pour faire face à cette crise, traduite dans les faits par une inflation de 2000 % en 1989, le FMI - toujours présent pour faire régner l'ordre de l'impérialisme - avait imposé à Belgrade un plan de rigueur drastique ayant pour effet de plonger encore plus les prolétaires dans la nécessité, la misère et l'insécurité matérielles et sociales. Le plan de rigueur a eu pour effet de limiter l'inflation à 120 % pour les onze premiers mois de l'année 1990, mais au prix d'une reprise en main de l'ordre par l'Etat et d'une augmentation vertigineuse du chômage, officiellement «limité» à 14 %, mais pratiquement reconnu à près de 30 %. Politiquement et socialement l'effet a été une exacerbation portée au paroxysme des antagonismes entre les républiques riches (Slovénie et Croatie) et les républiques plus pauvres et moins liées géographiquement et économiquement à l'Ouest opulent. Dans cette Yougoslavie au développement tellement inégal d'une région à l'autre et aux multiples différences ethniques, religieuses, linguistiques, et où la classe ouvrière a fait preuve ces dernières années d'une remarquable combativité, la réaction de la bourgeoisie à la crise économique et sociale ne pouvait qu'exploiter toutes les possibilités que lui

offraient cette situation de morcellement des intérêts bourgeois, pour trouver les échappatoires face à la crise comme face aux luttes ouvrières. Ce sont les critères régionaux qui prévalent dans une telle situation où l'Etat central ne représente pas une homogénéité parfaite des intérêts des différentes fédérations qui le composent. Le bourgeois slovène fortement attaché aux pays de l'Ouest, et particulièrement à l'Autriche, n'a pas d'état d'âme à se séparer de la fédération yougoslave et préfère le rêve d'une petite nation bénie par le capital, comme un Lichtenstein ou un Luxembourg, aux sacrifices que lui imposeraient les exigences de répartition de la richesse dans le cadre d'une Yougoslavie unie. Ce bourgeois-là préfère mille fois servir de paillasse à son ou ses proches voisins de l'Ouest, mais encaisser les bénéfices de sa servilité, plutôt que d'avoir à assurer la survie économique d'un Etat en déroute économique et politique. Il en va de même pour la Croatie, deuxième des plus riches fédérations après la Slovénie, qui rêve aussi d'un développement capitaliste autonome, profitant aussi de sa situation géo-politique, avec un vaste accès à l'Adriatique notamment. Les projets de réformes, mis en place avec les conseils du FMI, de la Banque Mondiale, etc, sont restés sans effet. La privatisation de l'économie combinée avec le mode autogestionnaire des entreprises, qui permettait notamment de payer une partie des salaires avec une distribution d'actions de l'entreprises, n'a été qu'une manière de baisser les salaires. La création de plus de 20'000 entreprises en 1990 (en fait toutes familiales), n'a été qu'une manière de traduire le chômage en faisant proliférer les petits boulots d'indépendants, mais aussi d'empêcher le gonflement d'une économie souterraine incontrôlée. Après les dollars du FMI sont venus ceux de la Banque mondiale, avec un prêt de 400 millions pour faciliter la mise en oeuvre des réformes économiques (privatisation, libéralisation du secteur bancaire), puis les écus de la Banque européenne, le 18 avril de cette année avec un prêt de 82 millions pour la modernisation des infrastructures de transport, routier et ferroviaire. Cette manne tombe évidemment dans la poche de Belgrade et des institutions économiques centrales de la Yougoslavie, attisant d'autant plus les envies et jalousies des bourgeois slovènes et croates qui voudraient bien procéder seuls au partage du gâteau, privilégiant leur région au détriment des plus pauvres. Si la Slovénie et la Croatie ne représentent que 6,7 millions d'habitants des 23,7 que compte la Yougoslavie, c'est-à-dire le 28 % de la population totale, ces deux républiques produisent à elles seules 46 % des exportations (chiffres de 1988). Si on considère seulement la Slovénie, le cas est encore plus flagrant puisqu'avec seulement 8 % de la population, elle produit à elle seule 25 % des exportations.

Alors que le pourcentage moyen et officiel de chômeurs (ce qui ne correspond pas à la

LE PROLETAIRE
No 448 (Fév.-Mars-Avril 1999)

- L'économie mondiale sur un volcan(1).
- A propos de la «parité»: Les limites infranchissables à l'égalité entre les sexes sous le capitalisme. De la Commune à la Troisième Internationale (Amadeo Bordiga - «L'Unita». 29 mars 1924).
- Avant comme après son Congrès: La collaboration entre les classes, seul credo de la CGT.
- Italie: Problèmes du mouvement des chômeurs à Naples.
- Correspondance: Les prolétaires de l'électro-ménager passés à la moulinette.
- Nouvelles des luttes ouvrières: Iran, Australie.

réalité, mais les proportions d'une république à l'autre restent valables) était de 17 % en 1988 (selon «Universal 1990»), avec des pointes de 57 % pour le Kosovo et de 18 % pour la seule Serbie sans ses provinces autonomes, il n'était que de 2 % pour la Slovénie et de 8 % pour la Croatie. Cette disparité des conditions d'emploi dans le même cadre national a évidemment apporté des fruits empoisonnés et rendu plus difficile l'union de tous les prolétaires face à une bourgeoisie qui a toujours su surmonter ses divisions lorsqu'elle devait agir contre les prolétaires en lutte.

La réforme économique commencée fin 88, mais réellement mise en place en 89, ne pouvait pas changer cet état de fait. Elle ne pouvait au contraire que rendre plus explosive la situation sociale et les rapports entre les différents clans aux contours nationaux de la bourgeoisie. C'est pour cela aussi que l'impérialisme bailleur de fonds ne pouvait pas non plus accepter d'ouvrir sa bourse sans avoir la garantie que l'Etat soit à la mesure de ses responsabilités, à savoir celles de maintenir l'ordre social, la sécurité des institutions et de maîtriser les mouvements de lutte du prolétariat, par la répression ouverte et par les dérivatifs nationalistes ou par les illusions démocratiques. La libéralisation amorcée, signifiant notamment l'ouverture aux capitaux étrangers, ne peut donc s'exercer dans un Etat miné par les conflits sociaux ou nationaux. Belgrade, qui se pose comme garant de l'unité nationale, et grâce à l'armée (seule institution véritablement centralisée au niveau du commandement, mais aussi sous l'influence totale de la hiérarchie militaire majoritairement serbe) a dû montrer l'exemple, et ainsi donner des garanties à l'impérialisme, en écrasant la révolte des albanais en 89. Parmi toutes les républiques, ce rôle de ciment national, c'est la Serbie qui entend le jouer; elle n'a en effet aucun intérêt à se voir couper des deux plus riches républiques, et de se retrouver avec les seules républiques pauvres et socialement les plus problématiques sur les bras. Il est donc évident à la seule lecture de ces chiffres indicatifs et à ces brèves explications de la situation économique en Yougoslavie, que la bourgeoisie de ces deux riches républiques de Slovénie et de Croatie a un intérêt substantiel, de son point de vue étroitement régionaliste, à se détacher des autres régions qui pèsent économiquement sans produire de plus-value en suffisance et qui socialement sont un danger manifeste à l'ordre. Compte tenu de toute l'histoire mouvementée des nationalismes dans cette zone de l'Europe, où les grands ralliements politiques bourgeois et petits-bourgeois, mais aussi malheureusement ouvrier, se sont trop souvent cristallisés autour des antagonismes d'ordre national, compte tenu aujourd'hui du terrain fertile (absence de perspective de classe pour les prolétaires, désorientation des prolétaires d'autres pays de l'Est, comme les polonais, dont les luttes passées peuvent leur sembler n'avoir servi à rien et dont l'exemple vivant ne vient plus servir directement la cause des prolétaires de l'Est, etc.) pour la propagande bourgeoise nationaliste et démocratique, les prolétaires de Yougoslavie sont poussés à se mettre au service de leur bourgeoisie régionale pour défendre des intérêts de rapine purement bourgeois. Ce que cherche la bourgeoisie de chacun des camps armés, c'est de restreindre leur vision politique à une alternative pour les dévier de toute compréhension classiste de la nature bourgeoise de cette guerre civile: être pour l'indépendance et donc la sécession ou pour la domination grand serbe. C'est de cette alternative totalement anti-ouvrière que les prolétaires doivent se détourner pour mettre en avant leur propre perspective: celle de la lutte de

classe de la défense de leurs conditions d'existence, de la lutte contre la guerre sur la base de l'antimilitarisme de classe et de la défense de la nécessité du parti de classe pour diriger leur lutte au-delà des objectifs immédiats et de l'internationalisme prolétarien.

LA REALPOLITIK DE L'IMPERIALISME

Lorsque fin juin, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, la réaction de l'impérialisme est immédiate: il est hors de question que la Yougoslavie éclate en mille morceaux, car cela représente un risque trop important de déstabilisation de toute l'Europe centrale et par conséquent pour les équilibres en Europe de l'Ouest, et pour le règlement de la question russe. Les frontières de Yalta restent toujours la seule référence de l'impérialisme pour le maintien de l'ordre en Europe. Lorsqu'en avril les troupes fédérales se déploient dans le sud-ouest de la Croatie, l'impérialisme ne trouve donc rien à redire, sachant ce qui se trame. Les Etats-Unis seront les premiers à réagir, James Backer, secrétaire d'Etat, déclarera le 24 juin que : *« Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas la Slovénie en tant qu'Etat indépendant »*; à Ante Markovic (premier ministre yougoslave), il déclarera que : *« La crise yougoslave concerne désormais tout le monde, et en particulier les pays membres de la CSCE, car elle menace sérieusement de déboucher sur des conflits internes qui secoueraient, non seulement toute la région, mais qui déstabiliseraient aussi l'Europe (...). Les Etats-Unis sont prêts à aider la Yougoslavie, à condition que la situation intérieure se normalise »*. Comme les Etats-Unis, l'Europe, mais avec plus de tergiversations, tant les intérêts particuliers de chacun des pays qui la composent ne s'accordent qu'avec difficulté, s'est prononcée pour le maintien de l'unité yougoslave et contre le sécessionisme des deux républiques de slovénie et croatie. Il n'y a semble-t-il guère, que l'Autriche (et l'Allemagne que les serbes accusent dans leur propagande de téléguidé l'Autriche vers la résurgence d'une grande Mitteleuropa) qui puissent être intéressée à une telle séparation, puisqu'avec son voisin germanique, elle ferait rapidement de ces deux nouveaux «pays», ses propres bastions pour se positionner encore mieux sur les marchés actuels et futurs de l'Est. L'UEO, quant à elle, après une réunion de ministres des affaires étrangères le 27 juin, déclarait «regretter» la proclamation d'indépendance des croates et slovènes. L'Europe s'agit sur la question de l'intervention militaire en Yougoslavie pour rétablir l'ordre, se lamente de n'en avoir pas encore les moyens, parle de la nécessité d'une force d'intervention rapide, et devant son actuelle impuissance veut s'en remettre aux casques bleus de l'ONU. La guerre contre l'Irak a montré la difficulté pour les pays impérialistes de l'Europe de définir une position commune, mais la guerre en Europe même ne fait qu'amplifier les oppositions d'intérêts entre les principales puissances, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre et l'Italie.

La seule chose que la bourgeoisie ait réussi à faire, car contre la classe ouvrière leurs intérêts convergent, c'est, sur proposition de l'Italie secouée par la vague des réfugiés albanais, de créer une *«structure d'intervention rapide»* pour faire face aux afflux d'immigrés venant aujourd'hui des quatre points cardinaux, et dont la fonction

serait d'assurer «la répartition des immigrants», mais surtout d'organiser efficacement et «humainement» leur rapatriement.

L'ex-URSS, première sensibilisée par les répercussions que peut avoir l'éclatement de la Yougoslavie, s'est évidemment prononcée pour *«que la Yougoslavie garde son intégrité territoriale»* (A. Bessmertnikh, ministre des Affaires étrangères, le 8 août). Du point de vue des disparités et de la complexité des questions nationales, de celui de la combativité de la classe ouvrière, la Yougoslavie est une sorte de miroir de poche du grand empire russe. L'impérialisme s'inquiète des répercussions que peut avoir l'éclatement de la Yougoslavie sur l'ensemble des minorités nationales de l'Europe, à commencer par les problèmes d'exodes que poserait toute remise en question des limites nationales actuelles, par le réveil des questions pour l'instant étouffées, comme celle des minorités turques de Grèce, le partage de Chypre, par le rappel des transferts d'allemands pour le nouveau découpage d'après-guerre, par le risque de donner des idées plus précises aux slovaques de Tchécoslovaquie, par les effets sur la minorité hongroise de Roumanie ou sur celle de Slovaquie. L'Angleterre, quand elle pense aux croates, pense à l'Irlande du Nord, l'Espagne ne se sent pas plus à l'aise et revendique aussi plutôt l'unité yougoslave. Plus graves encore sont les dangers soulevés par l'enchevêtrement inextricable des nationalités en ex-URSS, où l'explosion incontrôlée des irrédentismes nationaux serait catastrophique pour l'ordre impérialiste mondial qui domine les grandes nations Occidentales. Ce qui compte pour l'impérialisme c'est l'ordre et pouvoir faire circuler ses marchandises étendre sa domination sur le marché mondial, renforcer son influence sur les aires les plus étendues. Du seul point de vue pragmatique de la circulation des marchandises, mais n'est-ce pas là l'élément vital du capitalisme, la partition de la Yougoslavie qui donne un accès terrestre aux marchés de la Grèce, de la Turquie et du Moyen-Orient serait, pour le capital international, une entrave matérielle, économique et politique aberrante à la circulation des marchandises. Elle impliquerait non seulement la multiplication des zones tarifaires mais encore des difficultés insurmontables à moyen terme pour organiser un réseau routier et ferroviaire digne de ce nom et des exigences techniques actuelles afin de relier l'Est et l'Ouest méditerranéen. Sans qu'elle soit forcément sans solution, une division de la Yougoslavie en une kyrielle de petits Etats indépendants mais peu solides financièrement par le seul fait qu'aucun n'a actuellement les réserves monétaires pour prétendre frapper sa propre monnaie et la faire reconnaître par la finance et le marché internationaux, pose le problème de la dette de la Yougoslavie qui s'élève à plus de 20 milliards de dollars. Qui paiera si le débiteur n'a plus d'existence juridique nationale, ou si le débiteur reste une Yougoslavie amputée de la moitié de ses ressources économiques par la séparation des deux républiques les plus riches et qui rapportent le plus de devises étrangères. La paye des ouvriers émigrés ne suffira pas à éponger la dette internationale! Les banquiers de l'Occident transpirent déjà à l'idée de s'entendre dire qu'il n'y a plus d'abonné au numéro qu'ils ont demandé. D'un autre côté l'impérialisme ne veut pas que se crée de nouveaux pouvoirs centraux fortement appuyés sur l'armée et capables de faire valoir une orientation trop indépendante de ses directives. Il doit bien admettre que la solution de l'intervention militaire de l'armée fédérale est nécessaire pour amener les deux républiques à la table de négociation, mais il ne veut pas non plus que cette armée règle elle seule la question,

en écartant la solution «librement consentie» d'un «dialogue national», dans le respect de «l'intégrité territoriale des républiques». L'impérialisme a moins de prise sur une solution 100% militaire, renforçant le pouvoir de la Serbie grâce à sa capacité militaire bien plus grande que celle des deux républiques adverses. Il préfère la table de négociation autour de laquelle lui seront réservés de bonnes places et où il pourra jouer de toute son influence sachant agiter la carotte de l'aide financière et technique, ou brandir le bâton du tout-puissant, pour renforcer son influence sur ce bout de l'Europe et pour empêcher que le brasier social ne s'étende plus loin. En quelque sorte, il fait confiance à la Serbie et à «son» armée fédérale pour maintenir l'ordre en Yougoslavie, surtout contre la classe ouvrière dont les poussées de lutte ces dernières années ont montré sa formidable vitalité, mais tente de lui faire enfiler le gant de velour de la démocratie pour rendre plus efficace son rôle prépondérant de maintien de l'ordre. Face à la lutte du prolétariat, lorsqu'il se place sur son terrain de classe, l'impérialisme préfère de beaucoup une solution à la vénézuélienne, c'est-à-dire une solution où l'Etat démocratique peut envoyer l'armée tirer contre les prolétaires en révolte et laisser des centaines de cadavres dans la rue (mille morts en mars 1989, lors des émeutes de la faim). Les traces de tels massacres y sont plus ténues, car il suffit à la bourgeoisie d'invoquer la raison d'Etat, le nécessaire maintien de l'ordre démocratique et la défense des libertés et du droit, pour qu'elle justifie ses actes répressifs contre le prolétariat au nom même de ses grands principes des «droits de l'homme». La démocratie s'absout elle-même de ses crimes les plus sanglants et lâches avec une facilité prodigieuse, et sans passer par aucun Nuremberg. Pour l'impérialisme qui surveille de près la situation, tout est question de dosage. Après avoir encouragé, par son refus de soutenir les deux sécessionnistes, l'intervention de l'armée fédérale, il appelé hypocritement les parties belligérantes à un cessez-le-feu, menaçant finalement la Serbie de reconnaître tout de même la séparation de la Slovénie et de la Croatie si celle-ci ne met pas un terme à l'avance de ses milices et de l'armée fédérale qu'elle contrôle. La suspension de l'aide financière de la communauté des douzes ne fait guère illusion. Ce qui compte dans cette période n'est pas de toucher de l'argent pour faire des routes, mais la puissance militaire que l'on peut aligner face à son ennemi. Or de ce côté là, et malgré le fait que l'armée yougoslave soit en grande partie composée de conscrits de toute origine, les Serbes y sont majoritaires et l'armée fédérale largement dominante sur terre, sur mer et dans les airs, débarrassée de ses cadres slovènes et croates, peut vivre sur ses réserves un bon moment! Quant aux marchands de canons, officiels ou non, ils sont déjà à l'affût pour les affaires! L'acceptation par la Serbie du plan de paix des Douze au début septembre, qui impliquait un cessez-le-feu en Croatie, la présence d'observateurs internationaux sur le terrain et la constitution d'une conférence internationale, fait partie du jeu de diplomatie qui sert de toile de fond à toutes les guerres bourgeoises et qui permet aux antagonistes de jouer sur tous les tableaux. Un cessez-le-feu est toujours un excellent moyen de poursuivre la guerre tant il est facile d'accuser son adversaire de rupture des accords, il est aussi pour la bourgeoisie un bon moyen de relancer la propagande bourgeoise dans les rangs du prolétariat en montrant, vrai ou faux, qu'elle n'est pour rien dans la poursuite de la guerre, et en appelant encore les travailleurs à suivre à l'aveuglette l'étendard de la cause nationale!

LA CLASSE OUVRIERE DE YUGOSLAVIE DOIT ALLER A CONTRE-COURANT DE LA VAGUE NATIONALISTE ET AFFIRMER SES PROPRES OBJECTIFS DE CLASSE

Face aux événements de Yougoslavie, l'attitude prise en général par les courants de gauche ou de l'ex-extrême-gauche est de faire porter la responsabilité de la crise yougoslave non pas, à la base, sur l'existence d'un capitalisme dont la forme auto-gestionnaire ne le rendait pas plus puissant à affronter les affres du marché, mais sur l'incurie et le parasitisme d'une secte bureaucratique imposant sa dictature pour défendre ses privilèges et reléguant la démocratie auto-gestionnaire au rang de décor et d'artifice. Elle reproche ensuite au serbe Milosevic de s'être soumis sans honneur aux diktats du FMI et des puissances occidentales, et d'avoir ainsi fermé des mines (que peut-être nos braves démocrates auraient pu sauver économiquement en réformant l'autogestion!), d'avoir procédé à des dizaines de milliers de licenciements, et d'être à l'origine du chômage qui frappe en masse le prolétariat. Vu de cette manière abstraite qui fait fi des rapports réels de classe et de production en Yougoslavie (comme dans le reste des ex-pays «socialistes»), l'alternative de l'opportunisme de gauche est de s'en remettre - et de pousser ainsi le prolétariat dans cette fausse voie - à la «souveraineté des peuples», en accusant Milosevic d'avoir lancé ses troupes contre la Slovénie et la Croatie dans le seul but de protéger la bureaucratie de la «mobilisation des travailleurs et des peuples» (pour reprendre une expression dans le style du MPPT). Cela revient directement à s'aligner derrière les revendications d'indépendance de la bourgeoisie des républiques sécessionnistes. Pour laisser une trace superficielle de marxisme et se défendre par avance de toute accusation de suivisme à l'égard de la bourgeoisie, l'opportunisme explique que la séparation est nécessaire à l'union libre sous une Yougoslavie démocratique et fédérale, mais ces justificatifs ne doivent tromper personne. Les effets d'une telle attitude sont bien de briser les capacités d'union de la classe ouvrière de Yougoslavie. La défense du nationalisme slovène et croate est même placée sur le terrain de la ... lutte anti-impérialiste, grâce à une relation de cause à effet qui défie toute dialectique. L'impérialisme, mis à part les sympathies affichées par l'Allemagne et l'Autriche pour les républiques sécessionnistes, s'est largement prononcé contre la séparation de la Slovénie et de la Croatie, et, objectivement, s'est placé ainsi dans le camp de Belgrade, donc des serbes. La lutte nationaliste contre la «domination serbe» revêtirait donc, selon cette puissante «dialectique», un caractère de lutte contre l'impérialisme! De telles théories sont malheureusement véhiculées et montrent que ceux qui se réclament encore d'un «idéal socialiste» pour ne pas dire plus, sont congénitalement incapables de choisir autre chose qu'un camp bourgeois plutôt qu'un autre. Leur seul souci a toujours été, et est une fois de plus, de choisir le plus démocratique ou «progressiste» des deux camps en présence. Quel avantage le prolétaire slovène ou croate peut-il retirer de son indépendance, sinon le vain espoir de pouvoir mieux bénéficier des miettes de la prospérité de sa nouvelle république, de ne plus avoir à les partager, ou courir le risque de les partager, avec son frère de classe monténégrin, bosniaque, albanais, macédonien ou serbe! Cet avantage-là ne justifie pas l'exercice

du droit à l'autodétermination aux yeux des marxistes véritables. Au lieu d'unifier les rangs ouvriers et de faire tomber les barrières de méfiance, il ne fait qu'accentuer les divisions et miner le terrain de l'union des luttes des prolétaires, toutes catégories nationales et ethniques confondues. En s'isolant du reste de la classe ouvrière de Yougoslavie, au nom de l'indépendance de leur république, les prolétaires des républiques sécessionnistes se condamneraient à l'impuissance face à leur propre bourgeoisie qui ne manquera pas de leur faire payer leur docilité une fois son objectif d'indépendance atteint. Les prolétaires des autres républiques n'ont aucun intérêt du point de vue de leur unité de classe à revendiquer la séparation des républiques de l'Ouest, mais ils n'ont pas non plus intérêt à s'aligner derrière la bourgeoisie serbe qui veut maintenir un pouvoir central fort et une unité d'Etat comme condition à la «restructuration» du capitalisme national yougoslave, sous le prétexte que l'unité nationale bourgeoise leur serait plus favorable. L'unité de la classe ouvrière est un principe inflexible pour lequel doivent se battre les prolétaires de Yougoslavie. Cette unité doit se forger dans la lutte de classe contre la pression exercée sur eux dans les entreprises, où il leur est demandé des sacrifices de guerre, d'où ils sont licenciés, dans les quartiers, où est ouverte la chasse à l'«oustachi» ou au «chetnik», dans l'armée enfin où les jeunes prolétaires sont écrasés par la discipline militaire pour les faire avancer sur le front des combats contre leurs frères de classe. Cette unité, cette cohésion face à l'ennemi de classe, la bourgeoisie, le prolétariat de Yougoslavie était pourtant en situation matérielle de la construire. De 1986 à 1989, les grèves avaient mis en mouvement les prolétaires indistinctement sur tout le territoire yougoslave, et avaient constitué un terrain fertile pour l'unification des luttes et la cohésion des prolétaires en un seul bloc, indépendamment de l'appartenance à telle ou telle ethnie. En 86, selon les sources officielles, les grèves avaient été au nombre de 851, pour passer à 1570 en 87, et en 88 le nombre de grévistes avait encore augmenté atteignant 365000 personnes, en 1989 il y eu encore 2000 grèves. Mais comme nous l'expliquions dans «le prolétaire» no 401 (mai/juin 89), la bourgeoisie a su canaliser la lutte vers le nationalisme et interrompre ainsi le mouvement par lequel les prolétaires avançaient leurs revendications de classe (lutte contre les licenciements et pour des augmentations de salaire) capable d'unir leurs rangs non seulement par-dessus les limites d'entreprises mais aussi par-dessus les frontières régionales. Les premiers à avoir utilisé l'argument de l'oppression nationale pour dévier une lutte ouvrière en plein essor, ce sont les bourgeois serbes. Ils se sont présentés comme les premières victimes du nationalisme des autres républiques (celles de Croatie en particulier, mais aussi du Kosovo), en déclarant que les importantes minorités serbes des autres républiques ne jouissaient pas de la même reconnaissance et de la même autonomie que les minorités non serbes présentent en Serbie. Il était dans ce petit jeu très facile pour Milosevic et son équipe de dignitaires du régime de faire remonter en surface le spectre des Oustachis, alliés au fascisme et massacreurs des résistants serbes durant la dernière guerre mondiale. Le prolétariat n'a pas donné de signes de résistance à la vague nationaliste et a brutalement disparu comme classe agissant indépendamment. Les conditions de la guerre civile, vont encore aggraver ses conditions de vie; c'est au rationnement des denrées les plus élémentaires et à tous les autres sacrifices d'une économie de guerre qu'il sera très vite confronté. Les jeunes

prolétaires sont déjà confrontés à l'enrôlement militaire et au combat contre la «nation adverse», leurs parents déjà confrontés à la perte de leur fils. Les mères de Bosnie-Herzégovine, en manifestant fin août à Belgrade ont montré le chemin sur lequel les prolétaires devaient s'engager aujourd'hui. Pas dans celui des illusions nationalistes et démocratiques, mais dans celui d'une lutte classiste contre les sacrifices de guerre, contre l'embrigadement nationaliste, contre la division de ces rangs, contre la guerre bourgeoise que se livrent les républiques antagonistes. Dans cette direction, l'absence de toute influence du parti révolutionnaire de classe sur les prolétaires de Yougoslavie ne leur permet pas de dépasser les limites d'une lutte à caractère immédiat contre la guerre et contre leurs conditions d'existence. Mais ce n'est pas pour autant que l'orientation de cette lutte qu'ils doivent mener est indifférente. Si, passés les premiers moments de désorientation, les prolétaires renouaient avec la lutte de classe contre leur bourgeoisie, cela ne leur donnera pas les garanties de ne pas tomber dans de nouveaux pièges et dérivatifs démocratiques; mais leur cohésion, leur détermination, leur unité et surtout l'organisation qu'ils pourraient acquérir dans la lutte, les protégeraient au moins contre la répression de la bourgeoisie oubliant ses divisions les plus profondes. De l'orientation que prennent les luttes ouvrières aujourd'hui, même dans les limites de la lutte immédiate, dépend la capacité de la classe à briser les illusions d'une quelconque possibilité de transformer ses conditions d'esclave du capital ou d'aboutir à une société sans exploitation, sans injustice, sans insécurité matérielle et sociale, en faisant l'économie de la voie révolutionnaire, en se passant d'un parti de classe unique, international et dirigeant de la révolution, en évitant la phase transitoire vers le socialisme de la dictature de classe. Les illusions démocratiques et nationalistes ont la peau dure, mais elles finiront par tomber, car leurs promesses d'un monde meilleur ne peuvent pas être tenues par le capital qui n'a qu'exploitation, concurrence, antagonisme et guerre à offrir. En Pologne ce sont les illusions démocratiques qui ont servi de dérivatif aux grandes grèves du début des années 80. Aujourd'hui les ouvriers polonais subissent les sacrifices de la restructuration (qui en est encore à ses débuts), sans pouvoir réagir comme ils le devraient pour se défendre contre les licenciements, les baisses de salaire, la dégradation des conditions sociales d'existence. Mais ils ont compris dans quelle impasse les avaient menés les démocrates de tous bords qui s'étaient appuyés sur leur mouvement pour porter en avant leurs objectifs bourgeois de réforme du capitalisme national. Dans un article de la revue «Programme communiste» («La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne»), nous avons conclu en expliquant que: «Pour retrouver confiance dans le programme de classe, les prolétaires polonais ont besoin d'identifier leurs intérêts à une telle lutte (nous émettions la nécessité d'une lutte de classe dans les pays occidentaux «modèles» de la démocratie aux yeux des ouvriers polonais, NDRL) où soit manifeste l'influence du parti communiste révolutionnaire et internationaliste qui lui donne force et efficacité. Cela aiderait grandement à se convaincre que le parti communiste et la dictature du prolétariat peuvent être autre chose que les instruments de leur oppression de classe, le socialisme autre chose que leur exploitation bestiale, l'internationalisme prolétarien autre chose que le drapeau sous lequel se cache l'impérialisme russe, bref pour qu'ils retrouvent dans le marxisme l'arme de l'éman-

«*cession de la classe ouvrière*». Ce que nous disions pour les ouvriers polonais après le coup d'Etat des militaires en 81, vaut toujours pour les prolétaires yougoslaves. Quelle était la situation en Pologne après les grandes grèves de 80 qui avaient permis à la classe ouvrière d'imposer sa force de classe pour faire aboutir ses revendications et son organisation indépendante du pouvoir d'alors? La lutte prolétarienne n'avait pas pu aller au-delà de certaines limites politiques, faute d'une claire vision de ses intérêts généraux et de la présence et influence d'un parti de classe seul capable de la guider dans le sens de ces intérêts. Elle s'était heurtée aux illusions démocratiques qui avaient servi à la canaliser vers le rétablissement de l'autorité de l'Etat, militairement d'abord puis sous la forme parlementaire. Pour les prolétaires de Yougoslavie, comme pour ceux de tous les pays ex-«socialistes», l'attitude du prolétariat de l'Ouest est fondamentale. Si la lutte de classe de ce côté de l'Europe pouvait renaître de ses cendres historiques, donc si les prolétaires pouvaient se démarquer en toute clarté des chimères et illusions démocratiques, la classe ouvrière de l'Est pourrait faire des pas en avant gigantesques en se libérant elle aussi beaucoup plus vite et facilement de l'influence démocratique. En Yougoslavie la démocratie s'est fait porteuse de la revendication nationaliste; c'est au nom du droit à tous les peuples de se séparer librement de l'entité nationale qui les intègre, que la bourgeoisie des fédérations séparatistes tente de rallier les masses prolétariennes, alors que la bourgeoisie serbe, dont les intérêts sont plus liés au maintien d'une structure d'Etat yougoslave forte et centralisée, avance le maintien de l'unité nationale et de la lutte contre le fascisme croate. Dans un cas comme dans l'autre, en Pologne ou en Yougoslavie, les prolétaires qui ont montré leur détermination dans leurs luttes immédiates contre les licenciements et la vie chère, se trouvent impuissants ensuite face à l'absence de perspectives purement classistes de leurs luttes, et avec comme seul guide les discours nationalistes de leur bourgeoisie. Nous ne pouvons espérer que les réactions d'unité de la classe ouvrière en Yougoslavie seront plus fortes que le poids des haines chauvines et racistes et que les réactions à la dégradation des conditions de vie lui permettront de se réaffirmer comme force de classe distincte de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie nationaliste. Face aux luttes ouvrières, comme toute l'histoire de la classe nous l'a montré, la bourgeoisie surmonte toutes ses divergences et conflits internes pour ne présenter qu'un seul front de guerre contre le prolétariat. La classe ouvrière de Yougoslavie ne doit pas oublier cette leçon de l'histoire, elle doit revenir sur le chemin de la lutte de classe que sa bourgeoisie tente de lui faire quitter.

28/09/1991

(1) L'«Union de l'Europe occidentale», c'est-à-dire l'organisation militaire de l'Europe que la bourgeoisie tente de réveiller un peu depuis la chute du mur de Berlin, et avec elle la remise en question des grandes lignes stratégiques des rapports militaires entre l'Est et l'Ouest et le nécessaire repositionnement de l'OTAN.

Yougoslavie Contre le nationalisme, contre le chauvinisme, contre le racisme, la seule position prolétarienne est pour l'unité de classe («le prolétaire» no 401, Mai-Juin 1989)

Les conflits entre ethnies des différentes républiques ou régions yougoslaves, loin de s'apaiser ces derniers mois avec le renforcement de la pression serbe sur le Kosovo, n'ont fait que s'aggraver. Sur un fond idéologique de revendications nationalistes remontant à l'époque lointaine des guerres serbes contre l'envahisseur ottoman, les Serbes et les Albanais se livrent à une guerre civile latente où le chauvinisme et le racisme des uns n'a rien à envier à ceux des autres.

Les antagonismes entre nationalités ont pu être contenus tant que le capitalisme accumulait suffisamment de profit pour faire retomber quelques miettes sur le prolétariat et les classes moyennes des différentes nationalités. Il en était ainsi dans les années 60 et aux début des 70. Mais la crise capitaliste mondiale plongea irrémédiablement les capitalismes les plus fragiles dans une situation économique insoutenable. Les faux socialismes de l'Est, où les lois capitalistes bien réelles régissant la production matérielle s'accommodent du vocabulaire malheureusement emprunté au marxisme par la bourgeoisie nationale, et particulièrement ceux d'Europe centrale - l'URSS ayant un peu plus de ressources pour amortir les chocs économiques - n'ont pu faire autrement pour tenter de se sauver de la décadence économique et financière que d'appliquer les vieilles recettes capitalistes.

Profit et salaire étant en raison inverse l'un de l'autre, le capital a donc imposé aux prolétaires de passer à la caisse. En 1981, par exemple (selon «Bilan économique et social 1981»), la hausse du coût de la vie a été d'environ 40% et le pouvoir d'achat - donc le salaire réel - a chuté de 6%. Le phénomène se répète ainsi chaque année et se combine avec une montée du chômage, officiellement coté à 15%, soit 1,2 millions de prolétaires, mais certainement supérieur si l'on tient compte que bon nombre d'emplois ne sont que des situations de fortune. En 1988, alors que l'Etat «planifiait» une inflation à 95%, les prix montaient de 200% et les salaires réels chutaient encore une fois d'au moins 12%. Pour 1989, les autorités parlent elles-mêmes de 400% d'inflation, quand d'autres articulent même 1'000%.

Pour remonter la pente, le «socialisme autogestionnaire» a fait grimper son endettement et siège aujourd'hui avec cette multitude de pays économiquement faibles qui sont placés sous la tutelle du FMI, représentant général des intérêts de l'impérialisme, qui classe d'ailleurs la Yougoslavie parmi les «bons élèves», puisque non seulement elle rembourse ses dettes sans rééchelonnement, mais aussi elle n'attend pas pour bloquer les salaires nominaux et diminuer les subventions aux produits de premières nécessités que le FMI lui en fasse conseil. La dette s'élève ainsi à 20 milliards de dollars pour un PNB qui était de 41,7 milliards de dollars en 1987, soit pratiquement la moitié de celui-ci.

L'extrême dépendance de la Yougoslavie avec le marché mondial, lui impose de soutenir une concurrence accrue; les exportations représentent 20 à 22% du PNB (contre 18% en France) et mettent ainsi vraiment la Yougoslavie à la merci des aléas du commerce international, où, même si les chiffres et les taux d'accroissement actuels font rosir de volupté les chantres inconditionnels du capitalisme, les capitalistes ne maintiennent leur position qu'en renforçant sans répit leur compétitivité, autrement dit la productivité du travail.

Mais dans ce pays de multiples nationalités, où l'Etat capitaliste s'est formé sur la base d'une décentralisation des pouvoirs et d'une grande autonomie des régions, la crise ne s'est pas manifestée avec la même égalité partout. Les républiques les plus développées, celles qui sont en liaison plus étroites avec le marché occidental, la Slovénie et la Croatie, n'ont pas connu les mêmes rigueurs que les républiques moins développées comme l'Albanie. Les disparités sont devenues criantes, et attisent les tensions nationalistes; le Nord de l'ancien empire austro-hongrois est riche tandis que le sud de l'ancien empire ottoman vit sur un niveau bien inférieur.

Le PNB par habitant au Kosovo est le quart de celui de la Slovénie. Le revenu moyen par habitant pour toute la Yougoslavie est de 2'635 dollars, mais il recouvre une disparité énorme entre le Kosovo où ce revenu moyen tombe à 795 dollars et la riche Slovénie où il est de 5'315 dollars soit plus de 7 fois plus. Le salaire moyen en Yougoslavie est de 235 dollars, mais de 180 au Kosovo et de 280 en Slovénie. Le taux d'analphabétisme est de 15,1% en moyenne nationale, mais de 31,5 au Kosovo et 1,2 en Slovénie.

Les chiffres du chômage reflètent les mêmes écarts, et, alors que la Slovénie ne connaît presque pas ce fléau, des régions comme le Kosovo en sont les plus mortellement frappées.

La crise capitaliste a donc creusé un peu plus les écarts existants entre les provinces, exacerbant les contradictions sociales d'un côté et favorisant le réflexe de protection des privilèges de l'autre.

Sous l'égide de Tito, l'Etat, devant accorder le développement capitaliste avec cette forte disparité économique régionale héritée du passé historique et avec toutes les tensions nationalistes, adopta un système de compensation des richesses où par le biais de l'impôt central, les régions les plus faibles économiquement recevaient une aide des plus prospères. Mais ce système, loin d'apporter «la paix et la justice» ne fit qu'attiser la haine des républiques riches obligées de subvenir aux besoins de leurs consoeurs (incapables). Cette situation se fit particulièrement sentir dans le cadre des relations entre la Serbie et le Kosovo, puisque ce dernier, rattaché à la Serbie jusqu'en 1964 avec une très faible autonomie d'action, verra cette année-là aligner pratiquement ses prérogatives avec celles des autres républiques. Mais la nouvelle constitution n'allait pas jusqu'à accorder le statut de république au Kosovo, qui restait rattaché à la Serbie, bien que sous une forme très ténue. A partir de ce moment-là, la Serbie considérait - ô crime de lèse-nationalisme - devoir payer injustement des subsides à une autre république.

Pour résumer la situation générale interne de la Yougoslavie, on peut dire qu'elle est constituée par un arc nord de républiques et provinces bordant les frontières

d'Autriche, de Hongrie, de Roumanie et de la Bulgarie, plutôt constituées de plaines et avantageusement placées pour les échanges avec l'Europe de l'ouest et centrale, et par un arc de républiques bordant l'Adriatique, l'Albanie et la Grèce, plus montagneuses et nettement moins prospères que celles du nord. A cela s'ajoute que la seule population importante quant au nombre, d'origine non serbo-croate sont les albanais du Kosovo, et que la seule république qui ait eu, tout au cours de son histoire, la capacité à s'organiser comme puissance d'Etat, est la Serbie. Sa population ne s'arrête pas à ses frontières, mais est largement disséminée sur le territoire, accentuant le sentiment national serbe à être la nationalité dominante de Yougoslavie et à devoir user de cette domination (les Serbes se trouvent en nombre plus ou moins important en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en Vojvodine et au Kosovo).

Ce sont les Serbes qui au XIV^{ème} siècle se sont opposés à l'envahissement ottoman et c'est au Kosovo en 1389 qu'ils plièrent militairement. Les Serbes entendent d'ailleurs fêter cette année cet événement quoiqu'il arrive et au Kosovo même, en dépit de la provocation que constituerait une telle commémoration. Les Serbes ont donc une vieille tradition militaire et sont la principale force hiérarchique de l'armée (en 1970, les Serbes représentaient 36,7% de la population, mais détenaient 57,4% des postes d'officiers de l'armée).

Les Albanais quant à eux (et selon la version serbe qu'en donne l'écrivain Vuk Draskovic dans «Le Monde Diplomatique» d'avril 1989) seraient originaires de l'Azerbaïdjan, et d'abord christianisés ont été islamisés vers le VII^{ème} siècle. Jointes aux troupes arabes dans leur conquête des Balkans, les albanais auraient ainsi rejoint les régions d'Albanie et d'Italie du sud dans leurs migrations guerrières. Mais telle n'est pas la version albanaise qui considère son peuple comme descendant des tribus anciennes d'Albanie. Les nationalistes serbes exploitent évidemment cette histoire ancienne de l'époque féodale pour attiser la haine du Serbe vis-à-vis de l'Albanais, le faisant considérer comme un ennemi ancestral à qui il faut aujourd'hui encore reprocher la destruction de la civilisation chrétienne serbe sur leur «terre de coeur» (le Kosovo). L'ouvrier albanais doit donc toujours subir le reproche adressé à son ancêtre berger qui «descendait de la montagne» pour s'approprier par la force les terres des Serbes et sous la bannière de l'islam pour refouler les populations serbes (1).

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, la seconde naissance de la Yougoslavie s'opéra en ce qui concerne la Serbie et le Kosovo, sur deux principes. Pour la Serbie les limites de son territoire restèrent en deçà de ses revendications qui englobaient aussi les régions où les Serbes étaient nombreux, mais minoritaires. Cette limitation de l'emprise et du poids de la Serbie donnait ainsi le gage à l'URSS de Staline que ne se constituerait pas une force trop attractive dans les Balkans (mais la stratégie de la division pour régner, traduite dans l'autogestion, se retourna rapidement contre le centralisme de Moscou).

Pour le Kosovo qui manifestait en 1945 (2) la volonté de son rattachement à l'Albanie plutôt qu'à la Yougoslavie et où l'irréductibilisme provoqua de nombreuses révoltes, la doctrine fut de le lier étroitement à la Serbie afin d'y assurer l'ordre et faire reculer l'influence nationaliste. Lorsque l'ordre fut rétabli, que le rattachement à la Yougoslavie devint un fait acquis matériellement et politiquement, l'Etat - pour faire

face aux mouvements d'autonomie du Kosovo - attribua à cette région en 1974, avec la nouvelle Constitution, un statut encore plus proche de celui d'une république en le libérant de ses principaux liens avec la Serbie.

Voilà en bref pour le contexte historique et économique général.

Mais il serait bien faux de penser que les antagonismes entre ethnies en Yougoslavie sont toujours dus aux ancestraux rapports entre les populations ou mêmes aux rapports qu'elles ont eu lors et juste après la dernière guerre mondiale. Ce sont les bourgeoisies nationalistes qui exploitent à outrance l'histoire passée pour alimenter leur idéologie, rassembler autour d'elles le prolétariat et le combler de «vérités» faciles à digérer. En réalité la crise nationaliste qui resurgit aujourd'hui en Yougoslavie et qui entraîne dramatiquement toute la classe ouvrière, trouve son énergie dans les contradictions capitalistes qui sont de surcroît amplifiées par la structure fédérale de l'Etat.

Jusqu'à un certain stade de son développement et dans une période historique de prospérité générale, donc d'accumulation large de capital, le système fédéral accordant une large autonomie économique aux républiques avait pu fonctionner sans que surgissent ou en les étouffant ces contradictions. Mais le fédéralisme a entraîné la mise en place de particularismes économiques (au niveau des taxations par exemple) dont la conséquence est l'entrave à la libre circulation des marchandises sur le territoire national et un développement très inégal des républiques.

Les républiques en sont venues à agir chacune comme une entité nationale capitaliste, et à se protéger les unes des autres de leur concurrence réciproque.

L'émiettement des centres de décision économique et politique dans une période de crise où le capitalisme doit accélérer les processus de concentration de capitaux et donc de décision politique, financière et économique, entrave toute possibilité pour la Yougoslavie de tenir le moindre des objectifs anti-crise.

L'accroissement des rivalités entre les différents centres d'accumulation capitalistes paralyse la Yougoslavie. Il n'est donc pas étonnant que la plus forte composante de l'Etat tente de s'imposer pour le recentraliser et lui donner les moyens d'action centralisée qu'il n'a pas (3). La montée des luttes nationalistes ne saurait donc non plus être interprétée, ce qui s'entend dire ou se laisse lire parfois, comme un combat de chefs dans la succession de Tito, entre le Serbe Milosevic et le Slovène Milan Kucan par exemple.

Les Slovènes, quant à eux, pour justifier leur chauvinisme - c'est-à-dire pour défendre leurs privilèges sur les autres républiques - invoquent même la démocratie et les Droits de l'Homme dont ils seraient les meilleurs dépositaires. Leur autonomie vis-à-vis du reste du pays est alors présentée comme une défense contre le totalitarisme et bureaucratisme socialiste.

La mobilisation serbe pour le retour du Kosovo dans la république centrale, exprime donc clairement la volonté d'une partie de la bourgeoisie nationale et l'exigence incontournable du capital de combattre la conservation des particularismes locaux qui furent nécessaires à la formation de l'Etat yougoslave en maintenant une cohésion nationale, mais qui entravent aujourd'hui la maîtrise de la situation économique.

Mais à ces nécessités objectives d'homogénéiser le marché capitaliste, s'ajoutent celles de pouvoir contenir les poussées de la classe ouvrière yougoslave, particulièrement combative.

Les grandes grèves de 1987, qui ont éclaté après 7 ans de crise prolongée, où le pouvoir d'achat opérait une chute continuelle, où le chômage redoublait et la sécurité du travail se faisait de plus en plus précaire, ont montré que les prolétaires yougoslaves étaient capables de braver l'Etat et les patrons sur le terrain de la lutte de classe immédiate pour la défense de leurs conditions de vie. Rappelons qu'il y a deux ans, l'Etat avait décidé le gel des salaires alors qu'il augmentait le prix des produits de base, entraînant ainsi brutalement une chute de 20 à 50% du pouvoir d'achat des travailleurs. Les grèves s'étaient alors répandues dans tout le pays et touchaient toutes les catégories de prolétaires. Face à ce puissant mouvement de lutte, l'Etat dû reculer sur un certain nombre de mesures, même s'il devait les rétablir au moins partiellement et sous d'autres formes. Nous espérons alors que sur la base de ces luttes, le prolétariat tirerait les enseignements que face à l'Etat, fût-il «socialiste» et autogestionnaire, sa force principale résidait dans son homogénéité, dans sa lutte compacte, dans une même et unique volonté de combat et d'organisation, en un mot dans son unité. Nous espérons donc que ces luttes seraient un premier pas vers une unification des forces ouvrières et une première expérience à grande échelle pouvant entraîner par la suite d'autres luttes plus puissantes encore parce que mieux centralisées dans leur organisation.

Ces luttes en tout cas portaient un coup sérieux au mythe du socialisme autogestionnaire, où les ouvriers par le biais des comités d'entreprises et autres instances territoriales, sont amenés à gérer eux-mêmes les contradictions insurmontables du capitalisme. Elles mettaient brutalement à nu les rapports de classe du mode de production capitaliste, et le prolétariat apparaissait sans fard comme la classe productrice de plus-value, que le capital pressure avec violence.

Mais, désarticulée déjà par le système autogestionnaire qui fait des ouvriers objectivement des concurrents entre eux sur le marché, en les associant à la gestion de l'entreprise et donc à la concurrence entre elles, la classe ouvrière yougoslave doit faire face aux nationalismes de toutes tendances de sa bourgeoisie.

Il ne pouvait pas y avoir de situations plus favorables pour que la bourgeoisie yougoslave trouve de puissants dérivatifs à la lutte de classe véritable. Le nationalisme, voilà la piège tout prêt pour entraver le développement de la lutte du prolétariat sur son propre terrain, avec ses propres formes d'organisation et en construisant son unité de classe par-delà les divisions nationales.

En avril 1987 avait déjà eu lieu - alors que les grèves pour l'augmentation des salaires étaient à peine terminées - une des premières manifestations sur le terrain des revendications nationalistes: celle des Serbes réclamant une meilleure reconnaissance de leur minorité, plus de droit et plus de pouvoir. Cette mobilisation servira ensuite à la Serbie pour justifier la «protection» qu'elle doit à l'encontre de cette «minorité co-nationale opprimée» et pour justifier sa prise en main du Kosovo.

La caractéristique des grèves d'il y a deux ans avait été justement de ne pas être localisées et confinées à telle ou telle région. Elles touchaient aussi bien les républi-

ques riches que les plus pauvres. La mobilisation nationaliste aura eu l'effet escompté par ceux qui l'organisèrent: dévier rapidement la montée des luttes ouvrières sur le terrain inoffensif et idéal pour le capital parce qu'il ne touche pas à ses profits et fractionne, donc affaiblit le prolétariat dans de multiples antagonismes chauvins, voire racistes.

Il a surtout eu l'effet de désigner aux prolétaires le faux ennemi, non plus l'ennemi du capitalisme et de ses agents de la nomenklatura, du parti, de la bureaucratie, mais le soit-disant ennemi national des républiques voisines. Les prolétaires serbes et albanais se traitent donc belliqueusement et mutuellement de tous les noms et s'accusent de tous les méfaits, vols, viols, assassinats, etc, tandis que le prolétaire slovène est poussé à se méfier du prolétaire serbe qui devrait le priver de ses plus grandes libertés, de ses privilèges économiques.

Mais cette renaissance des antagonismes nationaux n'est que formellement contradictoire avec la volonté de l'Etat de recentraliser le pouvoir politique et économique en diminuant les prérogatives des républiques.

En fait les deux aspects se complètent et agissent réciproquement l'une sur l'autre pour tendre au même but. La résolution des conflits nationaux - et en premier lieu celui du Kosovo et de la Serbie - permet justement cette plus grande centralisation de l'Etat en offrant à celui-ci, ou dans le cas particulier à la république la plus forte, la situation la plus favorable pour opérer par la seule méthode possible: celle de la force.

Les prolétaires yougoslaves doivent donc combattre avec résolution ce piège dans lequel la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie essayent - et réussissent pour l'instant - à le faire tomber, parce qu'il les met à la totale merci de pressions encore plus fortes du capital.

D'une certaine façon, la situation en Yougoslavie peut être comparée à celle de l'URSS et de ses propres tensions nationalistes entre les républiques elles-mêmes ou entre les républiques et Moscou. Comme dans le cas de la Russie, le combat contre l'embrigadement nationaliste que doit livrer la classe ouvrière (voir à ce propos notre article «La classe ouvrière et la question nationale en URSS» dans ce même journal), serait totalement abstrait s'il partait du principe simplificateur que la Yougoslavie étant un Etat capitaliste avancé où ont disparu les rapports pré-bourgeois de production, les questions d'ordre national ne se posent plus et que le prolétariat ne doit pas y prêter garde. Le prolétariat ne choisit pas le terrain que lui offre l'histoire et il ne peut pas - tout en poursuivant ses objectifs de constitution en parti de classe, de prise du pouvoir révolutionnaire et de dictature de classe - oublier et effacer l'existence de discrimination ou d'oppression nationales ou raciales dans le cadre même des nations capitalistes ou dans les rapports entre elles.

Ce serait une grossière erreur d'indiquer aux prolétaires dans de telles situation la seule perspective de luttes sur un terrain purement prolétarien, en jetant aux oubliettes ces questions d'ordre national, soulevées par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie dans leurs seuls intérêts de classes dominantes, mais dont sont victimes d'une façon ou d'une autre les prolétaires. Une telle attitude de cécité conviendrait certainement aux prolétaires de la partie nationale dominante en leur permettant de

conserver les quelques privilèges acquis sur le dos de leurs frères de classe, mais certainement pas aux prolétaires de la partie nationale ou ethnique opprimée; elle serait d'un côté comme de l'autre un obstacle à l'unification de classe.

Ce qui nous intéresse en effet, et ce qui est notre stratégie et notre priorité c'est d'unir les rangs prolétariens entre les diverses catégories et nationalités et de briser les fronts interclassistes entre prolétaires et bourgeoisie d'une même nationalité. La lutte du prolétariat contre les discriminations nationales, raciales, ethniques, dans un cadre de pays capitaliste développé, c'est-à-dire la lutte pour l'égalité des langues, des droits, des conditions de travail et de vie en général, doit donc avoir obligatoirement ces deux sens pour ne pas tomber dans le soutien objectif à l'une des bourgeoisies dominantes ou dominées.

Pratiquement pour le cas de la Yougoslavie, l'attitude d'opposition au nationalisme bourgeois et petit-bourgeois que doivent prendre les prolétaires est, pour ce qui concerne les prolétaires de Serbie, de s'opposer sur des bases classistes (et non pas démocratiques) à la domination serbe sur les prolétaires albanais que la bourgeoisie serbe renforce aujourd'hui et de combattre dans leurs propres rangs le racisme anti-albanais qu'elle alimente. Cette attitude est de se distancer et de se désolidariser de leur bourgeoisie et de ses revendications nationalistes et de tendre par la lutte sur le terrain de classe à forger des liens étroits avec les prolétaires serbes. Mais dans le cas des prolétaires albanais elle est aussi de combattre le racisme anti-serbe qui s'exerce sur la minorité serbe du Kosovo.

C'est en suivant la voie tracée par les grèves d'il y a deux ans et non en se laissant enfermer par la bourgeoisie dans l'impasse du chauvinisme, que les prolétaires yougoslaves retrouveront les conditions de leur unification comme classe unique et se mettront en situation de démasquer les manoeuvres bourgeoises pour les faire plier sous le poids des rigueurs de la crise et de l'austérité.

(1) Voici un morceau «de choix» de la rancœur nationaliste de la bourgeoisie serbe vis-à-vis des Albanais: «Ils (les Albanais, NDRL) ont anéanti plus de 90% des monuments culturels serbes, détruit ou endommagé presque toutes les fresques dans les églises qui ont survécu, emporté les richesses, dévasté les cimetières et transformés en harems les châteaux des souverains serbes. Etc...» (Vuc Draskovic, «Le Monde Diplomatique», avril 1989).

(2) En 1945, les Serbes, bien qu'une partie d'entre eux furent chassés du Kosovo pendant et juste après la guerre, représentaient une part importante de la population du Kosovo.

(3) «Au printemps 1986, c'est-à-dire avant le XIII^{ème} Congrès, les membres de la Ligue ont discuté de la modification des statuts du Comité Central en vue de mieux définir les responsabilités de ses membres au sein du système complexe de la Fédération. Par ailleurs, les partisans d'un renforcement du pouvoir fédéral - sur tous les plans - semblent prendre le dessus.» («L'URSS et l'Europe de l'Est», éd. 86, La Documentation Française)

Yougoslavie: Nationalisme contre lutte de classe!

(«le prolétaire» no 398, Oct.-Nov. 1988)

L'année 1987 avait vu la classe ouvrière yougoslave entrer en lutte pour défendre ses intérêts avec une intensité sans précédent dans le pays. Les statistiques disponibles indiquent 200'000 grévistes et plus de 1'300 grèves l'an dernier. Cette vague de grèves avait contraint le pouvoir à faire marche arrière dans sa volonté de réduire de façon draconienne les salaires. *«Ce n'est cependant que partie remise - écrivions nous dans «Le Prolétaire» n° 391 - les centres financiers internationaux jugeront l'équipe au pouvoir à sa capacité à imposer l'austérité qu'ils estiment indispensable. D'autre part la loi prévoit aussi de cesser les subventions aux entreprises déficitaires, ce qui provoquera à partir de début juillet 300'000 licenciements. De nouveaux affrontements entre prolétaires et bourgeois sont donc sur l'agenda yougoslave...».*

L'été qui vient de s'écouler a vu effectivement l'éclatement d'une nouvelle vague de grèves: mineurs de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, ouvrières du textile de Zvornik, ouvriers de l'usine Zinjaj de Belgrade ou ceux des établissements de construction automobile TAM de Maribor...

Particulièrement spectaculaire a été l'action des ouvriers de l'usine Borovo (la 2ème par ordre d'importance de Croatie) à 150 km de Belgrade, usine qui fait partie des nombreuses auxquelles ont été supprimées les subventions. Pour protester contre les bas salaires, 7'000 ouvriers de Borovo ont entrepris une marche de protestation jusqu'à Belgrade, où, rejoints par d'autres manifestants, ils ont envahi le Parlement pour crier leur colère. D'autres grèves ont eu lieu, et d'autres manifestations (fin juin 5'000 manifestants marchaient sur l'hôtel de ville de Maribor).

La dette extérieure du pays est de 21 milliards de dollars (supérieure à celle de la Pologne); le taux de chômage est officiellement de 17%; les premiers mois de l'année ont vu une chute de 5% de la production industrielle; l'inflation est estimée à 170%, etc. Le plan d'austérité du gouvernement ne pouvait manquer d'entraîner la riposte des travailleurs.

«Comment faire adhérer la population à une politique de redressement économique inéluctable, mais qui se traduira concrètement par une chute sensible du niveau de vie? Tel est le problème épineux auquel est confronté le gouvernement». C'est ainsi que le journal «Le Monde» résumait cyniquement les intentions des «socialistes autogestionnaires» yougoslaves, au début de l'été. Mais devant l'exaspération croissante des travailleurs, le problème a commencé à se transformer en «comment détourner les luttes ouvrières?».

En juillet la direction du parti communiste de Serbie, la plus importante république du pays, où se trouve la capitale Belgrade, a lancé une grande campagne nationaliste serbe. Dans un premier temps il s'agissait de protester contre les discriminations dont seraient victimes les serbes dans la région du Kosovo, à dominance albanaise. Les nationalistes serbes arguent que le Kosovo était au 14ème siècle (1) le coeur d'un Etat serbe. Après la guerre de 14-18 le Kosovo revint sous

contrôle serbe et des colons serbes commencèrent à s'y installer, inaugurant un cycle de violences inter-ethniques. A l'époque de la Yougoslavie autogestionnaire, les particularismes de tout genre n'ont pas disparu, mais ont au contraire trouvé un terrain favorable. Dans les années 60 le nationalisme serbe fut déjà consciemment utilisé dans les rivalités internes à la classe dominante; à l'époque l'Etat central l'emporta sur les ambitions serbes (ce que l'histoire bourgeoise, qui voit tout sous l'angle des individus, enregistra par: victoire de Tito, expulsion de Rankovitch du parti).

Le Comité de solidarité avec les serbes du Kosovo a organisé ces dernières semaines de très nombreuses manifestations contre la «terreur» albanaise. Cette campagne, qui a pris une tournure raciste, a été activement soutenue par la grande presse et en pratique par les autorités. Elle se donne maintenant comme objectif la suppression de l'autonomie du Kosovo ainsi que des provinces de Vojvodine et du Monténégro et leur intégration totale dans la Serbie. Les nationalistes paraissent réussir à détourner le mécontentement ouvrier vers cette impasse nationaliste.

C'est ainsi que le 5 octobre une manifestation d'ouvriers et de paysans à Novisad a eu un effet boule de neige (1). Des milliers de manifestants les ont rejoint dans cette capitale de la Vojvodine; la direction de la province a été accusée de trahir «les intérêts du peuple et de la classe ouvrière». Après intervention de milliers de miliciens, les manifestations ont continué et une «grève générale spontanée» a paralysé la région. 100'000 personnes ont manifesté devant le siège du parti et des «scènes d'émeute» auraient eu lieu. Finalement, sous la pression des instances de la république de Serbie, les dirigeants de la Vojvodine ont collectivement démissionné.

Les nationalistes serbes se sont félicités de ce succès; il n'empêche que les événements de Vojvodine ont présenté un caractère de classe très net. Mais dans les jours qui suivent, les nationalistes sont arrivés à faire passer cet aspect au 2ème plan en déclenchant des manifestations contre la direction du Monténégro. Ils ont pu faire manifester des ouvriers de Titograd au nom des intérêts de la «cause serbe» et leur faire réclamer la démission des dirigeants monténégrins pour trahison des intérêts, non plus de la classe ouvrière, mais de la Serbie.

Il ne faut pas sous-estimer les ravages que peut faire le nationalisme en dressant les travailleurs des différentes républiques les uns contre les autres; c'est encore là un des fruits empoisonnés de la funeste autogestion yougoslave. La classe ouvrière ne pourra réellement les surmonter que lorsque elle aura trouvé la force, sous la pression de la nécessité matérielle de défendre ses conditions de vie, de répondre à l'attaque générale de la classe capitaliste par l'unification de ses luttes, de ses organisations par-delà toutes les barrières bourgeoises et sa constitution en parti révolutionnaire de classe.

15/10/1988

(1) D'après le récit du «Monde», 8/10/88.

Les prolétaires yougoslaves à l'honneur !

(«le prolétaire» no 391, Mai-Juin 1987)

L'Etat Yougoslave a abordé l'année 87 dans une situation de crise économique d'une gravité sans précédent depuis 40 ans; il est possible d'en avoir une idée en jetant un coup d'oeil rapide à quelques indices: une inflation qui a atteint 100% en 86 (et qui atteindra sans doute 130% en 87), un chômage en augmentation inexorable malgré la présence de centaines de milliers de travailleurs yougoslaves à l'étranger, un déficit incompressible du commerce extérieur, le fardeau d'une dette extérieure de 20 milliards de dollars dont le pays n'arrive pas à payer le service, ce qui nécessite des «rééchelonnements» permanents; le 30 mars un nouvel accord a été signé entre l'Etat Yougoslave et le «Club de Paris» des nations créditrices pour une prolongation d'une année de l'accord de rééchelonnement de 85% de principal de la dette d'Etat à Etat; la Yougoslavie a obtenu un «refinancement» de 475 millions de dollars sur les sommes qu'elle doit rembourser à partir du mois de mai. En tout elle devra payer cette année 5,5 milliards de dollars.

A la fin de la dernière guerre, après une première période de reconstruction réalisée grâce à l'aide de l'URSS et des USA, l'Etat yougoslave se lança dans une série de réformes économique-sociales, semblables à celles des autres pays de l'Est, pour assurer la base d'un développement économique rapide: nationalisation de l'industrie, du système bancaire, du commerce de gros, des propriétés terriennes de plus de 35 hectares, en 1946. En 1948 la nationalisation s'étendit au commerce de détail et la campagne fut «collectivée».

Sur cette base fut édifié le premier plan quinquennal, avec une aide importante de l'URSS. La caractéristique de ce plan était l'importance prépondérante accordée au développement industriel: 62% des investissements devaient être consacrés à l'industrie, contre à peine 7% à l'agriculture, et ceci dans un pays où près de 75% de la population vivait encore à la campagne !

Cette caractéristique n'a en elle-même rien de socialiste; elle est au contraire un trait typique du mode de production capitaliste, qui privilégie toujours l'industrie au détriment de l'agriculture.

La rupture avec Moscou sur la question de la création d'une Fédération Balkanique, va entraîner en 1949 une interruption brutale et quasi complète des liens économiques avec l'URSS. Grâce à une aide importante des USA et de ses alliés, la Yougoslavie réussit à surmonter ses difficultés; elle dut cependant revoir ses objectifs économiques.

En 1950 la «loi fondamentale sur la direction des entreprises économiques d'Etat et des associations économiques par les collectifs de travail» ouvrit la voie à «l'autogestion»: les employés d'une entreprise élisent un «conseil ouvrier» qui élit lui-même un comité de gestion pour diriger l'entreprise. L'autonomie des entreprises est encouragée, l'accent est mis sur le rôle du marché. En 1953 la collectivisation des campagnes est abandonnée et une limite est fixée à la concentration des terres, ce qui

éternise l'existence d'une myriade de petites propriétés parcelaires improductives, gaspilleuses de force humaine et de force du sol (Marx), mais politiquement conservatrices et facteur de stabilité sociale.

Toutes ces mesures, encensées à l'époque par l'extrême-gauche européenne, trotskyste notamment, constituèrent, avec l'autonomie des régions les fondements du système autogestionnaire soi-disant socialiste, comme si le socialisme n'était pas la négation d'un système de production basé sur des entreprises autonomes et concurrentes, sur le salariat, l'argent et le marché.

A la suite d'une crise économique, l'Etat yougoslave entreprenait à partir de 1965 une autre série d'importantes réformes en faveur de la décentralisation et du libéralisme économique: diminution du budget fédéral au profit des budgets régionaux, plus grande indépendance des entreprises (baisse des impôts sur les bénéficiaires, droit de commercer librement à l'étranger, etc), concurrence entre banques, appel aux capitaux étrangers pour créer des sociétés mixtes, adhésion au GATT (organisation pour le commerce international), accès des paysans au crédit, etc. D'importantes augmentations de prix furent décidées pour relancer l'activité économique. Selon une étude bourgeoise: «*Les changements des années 60 pris dans leur ensemble ont marqué la situation économique yougoslave jusqu'à nos jours des traits suivants: une inflation aux sources multiples qui nécessite des gels temporaires de prix et de crédits, un chômage provoqué par la faillite des entreprises qui n'ont pas pu suivre le passage rapide de l'économie administrative à une économie dite «de marché», des départs massifs des travailleurs yougoslaves à l'Ouest et une disparité économique approfondie entre les régions riches et les régions pauvres, ces dernières n'étant pas capables de prendre en main leur autonomie du jour au lendemain*» (1).

Cependant au cours des années 70 la Yougoslavie connut une expansion économique indéniable (croissance du «Revenu National» de 5 à 6% par an en moyenne). Mais à partir de 1980 l'économie yougoslave entre dans une crise profonde et durable.

Le plan économique 1981-1985, adopté après 2 ans de préparation et de discussions auxquelles ont participé 32'000 entreprises autogérées (de quoi faire rêver tout trotskyste!) est marqué par un très net fléchissement des objectifs de croissance économique.

Or, malgré cela, aucun des objectifs limités de ce plan ne sera atteint. Prenons le «Produit Social» (catégorie utilisée à la place du Produit National Brut) qui devait augmenter de 4,5% selon le plan; après «correction» la prévision était encore de 3-3,5% pour 81 mais réalisation: 2%. Prévision «corrigée» pour 82: 2,5% mais réalisation: 0,3%. Prévision à nouveau corrigée pour 83: 1%, mais réalisation: -1,5%. Prévision corrigée des planificateurs pour 84: 2%, mais réalisation: 1,5%. Les objectifs en 85 n'ont pas davantage été atteints; nous ne disposons pas des chiffres du «Produit Social», mais pour ce qui est de la Production Industrielle, le résultat a été de 2,7% contre 4% prévu et -7% contre 2% prévu en ce qui concerne la Production Agricole.

Les planificateurs yougoslaves sont impuissants non seulement à contrôler leur économie, mais même à deviner le sens de ses évolutions: quelle meilleure démons-

tration de la permanence en Yougoslavie, derrière le masque de l'autogestion, de l'anarchie de la production capitaliste?

La crise économique yougoslave fait partie de la crise économique mondiale du capitalisme, en dépit de ceux qui ne voient que des crises spécifiques des «pays socialistes». Dans les années 70, l'économie yougoslave s'est davantage insérée dans l'économie mondiale. Elle a d'abord eu recours largement au crédit international pour financer sa croissance; elle a aussi développé ses exportations et ses importations. Mais la structure de ses échanges économiques internationaux était révélatrice de la faiblesse relative de sa position. La Yougoslavie importe d'Europe Occidentale des produits industriels nécessaires à son industrie et exporte les produits de celle-ci vers les pays de l'Est, où elle achète des produits énergétiques. Comme elle est endettée vis-à-vis de l'Europe Occidentale, elle a essayé (et essaie toujours) de diminuer son déficit économique structurel avec celle-ci en passant des accords pour développer ses exportations vers la CEE. Mais la concurrence redoublée par la crise a rapidement évincé les marchandises yougoslaves des marchés des pays capitalistes développés. Vis-à-vis des pays en développement la Yougoslavie a été handicapée par son incapacité à soutenir la concurrence par les crédits accordés par les pays riches pour s'emparer des marchés.

Enfin une des marchandises yougoslaves les plus demandées, la marchandise-force de travail, a elle aussi commencé à être refoulée des marchés occidentaux (principalement la R.F.A.) pour venir grossir les rangs des chômeurs au pays.

L'intervention pendant 3 ans du FMI (de 81 à 83) pour superviser l'économie n'a pas entraîné d'amélioration de la situation. Selon un journal financier le problème est que le pays «manque du contrôle central d'un gouvernement communiste orthodoxe»(1) en même temps que des «pouvoirs disciplinaires financiers centraux d'un gouvernement capitaliste» (2).

L'AUTOGESTION, REMPART DE LA SOCIÉTÉ DE CLASSE

Les disparités régionales, entre républiques riches et républiques pauvres n'ont cessé de s'accroître, malgré l'existence d'un maigre Fonds pour venir en aide aux régions sous-développées, selon les déclarations même du directeur de ce Fonds. Résultat parallèle de la décentralisation et des autonomismes régionaux, on parle couramment de la fragmentation du marché national en 8 marchés régionaux correspondant aux 6 républiques et aux 2 régions autonomes. Le salaire moyen au Kosovo n'est que 55 % du salaire moyen dans la riche république de Slovénie, alors que le taux de chômage y est plus de 2 fois plus grand. La conséquence est un développement de poussées irrédentistes qui détournent le mécontentement dans l'impasse du nationalisme.

Le chômage est officiellement estimé à 16 % alors que les indemnités de chômage sont ridiculement faibles: le tiers du salaire moyen, et que seule une petite minorité de chômeurs y ont droit.

Le développement de la crise en liaison avec la récession mondiale de 80, a provoqué une baisse du salaire réel des travailleurs. Cette baisse est estimée à 25 %

en moyenne de 80 à 85; mais en réalité il faut prendre en compte les fortes différences de salaire entre les différentes catégories de travailleurs et leur capacité différente à se défendre.

Une illustration spectaculaire de la baisse du niveau de vie des travailleurs peut se trouver dans les statistiques officielles de la consommation, en n'oubliant pas que ces statistiques comme toutes les statistiques bourgeoises, ne prennent pas en compte les différences de classe.

On voit que la famille moyenne yougoslave est obligée de consacrer une part plus grande à la nourriture, au détriment d'autres postes moins essentiels. Le détail de la consommation alimentaire est particulièrement clair: de 79 à 83 la baisse de consommation de viande par habitant est de 13%, la baisse de consommation de légumes frais de 12%, alors que recommence à augmenter la consommation de pommes de terre et de céréales, ainsi que la consommation de vin et de bière (plus de 10%): le travailleur yougoslave en est réduit à chercher dans la boisson une échappatoire à la triste réalité du paradis de l'autogestion! (3)

On comprend pourquoi l'organe de la finance internationale que nous avons cité plus haut, s'étonnait, pour s'en féliciter, de la «surprenante résistance de la société yougoslave. Le phénomène des «émeutes du FMI» n'a pas touché la Yougoslavie. Les grèves sont rares, courtes et ne portent que sur des thèmes très limités». (4)

En fait le système de l'autogestion renferme les travailleurs dans les limites étriquées de l'entreprise, favorise tous les particularismes, tous les esprits de clochers qui constituent autant d'obstacles à l'établissement de liens entre travailleurs dans une lutte commune, de classe, contre non l'incompétence de tel ou tel dirigeant, mais contre le système tout entier et ses conséquences inévitables. Il n'est pas besoin de chercher ailleurs la paralysie jusqu'à une date récente des prolétaires yougoslaves.

En 1956, nous écrivions à propos de la Russie: «Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation, la crise mercantile universelle mordra au cœur la jeune industrie russe. Voilà à quoi aura servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux-guerres, et avant le troisième conflit.»

Sous les coups que lui assène la crise mondiale par l'intermédiaire de sa propre bourgeoisie et de son propre Etat, la classe ouvrière yougoslave est sortie de sa paralysie et a commencé à briser l'entrave du système autogestionnaire.

Il y avait déjà eu une première vague de grèves en 1985 (5) et une certaine agitation ouvrière l'an dernier. Début mars le gouvernement a décrété une loi censée combattre l'inflation, qui prévoit un gel des salaires au niveau du dernier trimestre de 86. Cela signifie en pratique une diminution des salaires nominaux de 20 et parfois jusqu'à 50%! Dans certains cas les travailleurs ne devraient même plus toucher le salaire minimum. Avant l'entrée en application de la loi, le gouvernement n'a pas hésité à décider une série de hausse des prix (17% pour le prix du lait) et à en annoncer d'autres pour le 1er avril.

Un ouvrier métallurgique de Zagreb raconte au «Monde» (6): «en février j'avais

touché 20 millions de dinars anciens. Eh bien en mars je n'avais plus que 12 millions, alors que je dépense au moins 15 millions pour manger et 5 millions pour le loyer et l'électricité. (...) Alors, quand nous avons vu ce que nous allions gagner, une bonne partie de l'entreprise a arrêté le travail. (...) Sur les 5'000 employés de l'entreprise, environ 2'000 ont cessé de travailler. La grève a duré jusqu'au vendredi 20 mars. Une semaine !» Des arrêts de travail ont eu lieu dans 60 % au moins des entreprises de la région de Zagreb ainsi que dans d'autres villes de Croatie: Split, Rijeka, Pula, Zadar, Karlovac. Près de la moitié des grèves ont eu lieu dans un premier temps dans cette république; mais il y en a eu aussi en Slovénie et en fait aucune région du pays n'a été épargnée. Sans doute ces grèves ont éclaté spontanément et les officiels se félicitent que les grèves ne soient «pas politiques» et que «ici, ce n'est pas la Pologne». Mais le mouvement de grève persiste avec une ampleur jusqu'ici inconnue: 168 grèves officiellement reconnues et 20'000 grévistes pour les 20 premiers jours du mois de mars, beaucoup plus en réalité. Début avril on comptait officiellement 10'000 grévistes au Monténégro. Jusqu'aux dactylos de la Présidence du Conseil qui se mirent en grève, ou les employés d'un restaurant pour ne pas avoir à servir le Premier Ministre.

Devant la persistance de l'agitation le chef du Gouvernement a déclaré le 26 mars: «Si les opposants s'organisent dans le dessein de renverser l'ordre constitutionnel, nous défendrons notre système par tous les moyens à notre disposition, y compris par l'armée.» A cette déclaration fait écho le général Milan Daljevic, vice-ministre de la Défense Nationale (et peut-être candidat à un futur rôle de Jaruzelski autogestionnaire): L'armée est «partie intégrante du système politique yougoslave et ne peut donc évoluer en dehors ni au-dessus de ce système»; si elle n'a pas l'objectif de se poser «en arbitre de la société», elle ne peut être «indifférente et politiquement neutre devant ce qui se passe». D'autres hauts chefs militaires sont intervenus dans le même sens.

Dans une étude sur «le faux socialisme yougoslave» il y a quelques années, après avoir expliqué que la bourgeoisie locale était contrainte d'élever des barrières défensives contre les phénomènes de désagrégation, nous écrivions: «les commentateurs bourgeois (...) jouent en substance sur une prétendue opposition des pouvoirs selon l'équation: prédominance du Parti = centralisme démo-autoritaire; prédominance du Syndicat (ou des organes d'autogestion) = démocratie libérale de base; prédominance de l'Armée = répression autoritaire ouverte. Il est commode de feindre d'ignorer que la bourgeoisie utilise en même temps tous ces instruments, et d'imaginer de fausses antinomies, pour pouvoir, par exemple, en cas de «tournant autoritaire» appeler «le peuple» à la lutte non contre la bourgeoisie une et indivisible, mais contre une de ses «ailes», pour la défense d'une démocratie bourgeoise qui regroupe sous son égide bourgeois «honnêtes» et prolétaires sans conscience de classe!

En opposition à cette vision déformante de la réalité des affrontements de classe, au risque de paraître quelque peu «schématiques», nous mettrons ici l'accent sur l'unité d'action de la bourgeoisie Titiste, sur le plan du Parti, du Syndicat et de l'Armée» sans négliger la spécificité de cette action selon les secteurs (7).

L'utilisation de l'Armée n'est pas en contradiction avec le système autogestionnaire. Quand la classe ouvrière se met en grève et entre en lutte, le recours à l'Armée reste le moyen ultime pour défendre l'ordre bourgeois en Yougoslavie comme ailleurs. Il est confirmé que dans la plupart des grèves importantes, quand le syndicat n'arrivait pas à faire reprendre le travail, la menace de faire intervenir l'Armée a été utilisée.

Le mouvement est pour l'instant retombé; les autorités ont différé ou suspendu la diminution des salaires. Ce n'est cependant que partie remise; les centres financiers internationaux jugeront l'équipe au pouvoir à sa capacité à imposer l'austérité qu'ils estiment indispensable. D'autre part la loi prévoit aussi de cesser les subventions aux entreprises déficitaires, ce qui provoquera à partir de début juillet 300'000 licenciements.

De nouveaux affrontements entre prolétaires et bourgeoisie sont donc sur l'agenda yougoslave, qu'il faut préparer à la lueur de cette vague de grèves.

La classe ouvrière yougoslave bercée par les mirages de l'occident d'où elle importe l'illusion du bien-être et divisée par le poids historique des antagonismes nationaux entre républiques fédérées, antagonismes exacerbés depuis que la crise a accentué encore plus les disparités régionales, doit faire face à de nombreux obstacles pour s'organiser comme une force homogène et unitaire face à un pouvoir qui ne cesse de centraliser la vie politique et économique.

La structure autogestionnaire qui fait de chaque ouvrier son propre patron mais aussi un concurrent vis-à-vis des ouvriers du même secteur industriel, désarticule objectivement le prolétariat en autant d'intérêts spécifiques que d'entreprises autonomes. La lutte de classe ne peut donc gagner en terrain que si le prolétariat se détache de ses obligations de gestion d'entreprise pour ne pas se trouver pris sous un feu croisé d'intérêts contradictoires.

Les antagonismes entre nationalités, vieille histoire de la Yougoslavie, ont pu être tempérées momentanément par la structure fédéraliste de l'Etat, multipliant les centres politiques locaux et donnant

Programme communiste

Revue théorique du Parti Communiste International

N° 96 - OCTOBRE 98

Sommaire

Un nouveau n° de notre revue théorique «Programme Communiste» vient de paraître. Dédié en grande partie à la révolution d'Octobre, ce n° comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («Repli et déclin de la révolution bolchévique») ou jamais encore traduits en français («Les grandes questions historiques de la révolution en Russie»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation.
- Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.
- Repli et déclin de la révolution bolchévique.
- Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925).
- Sur le fil du temps: Danse des fantoches: de la conscience à la culture.
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin).
- Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964).
- Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes.
- Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96
25 FF 10 FS 140 FB 5000 Li 10 DM £ 3

ainsi l'illusion de pouvoir aux diverses nationalités, tant que le capitalisme couvait des jours heureux d'accumulation, mais ont brutalement resurgi dès que les premiers effets de la crise se sont fait sentir, notamment entre Serbes, Albans, Croates ou Slovènes. Ces antagonismes attisent au sein même du prolétariat les sentiments les plus xénophobes, provoquant des règlements de compte brutaux entre communautés par réaction chauvine aux problèmes réels de la vie quotidienne. Pour construire un mouvement ouvrier puissant et homogène, la classe ouvrière devra se débarrasser de toutes les tentations chauvines, lever les obstacles nationaux tout en accordant à la question des nationalités le plus grand intérêt. La construction de ce mouvement sera donc complexe devra lutter pour son émergence contre toutes les forces objectives d'atomisation de la classe.

Les luttes récentes, spontanées et désarticulées entre elles doivent faire l'objet d'un bilan, afin que les luttes futures puissent unifier et homogénéiser la classe ouvrière et la doter d'organismes de défense immédiate stables, indépendants du pouvoir politique, syndical officiel et d'entreprise. C'est en suivant une telle voie que le prolétariat de Yougoslavie dépassera ses limites actuelles pour opposer à l'Etat et au capital un front compact.

«L'unification des marchés» a d'ores et déjà unifié de fait les luttes ouvrières, avant d'unifier demain la révolution. Les prolétaires yougoslaves ont contribué puissamment à ce résultat, en détruisant le mythe du «socialisme autogestionnaire», en démontrant par leurs luttes, l'impasse de toute solution qui bornerait la révolution à une simple modification de la gestion des entreprises et le socialisme à une simple addition d'une myriade d'égoïsmes et de particularismes de toutes sortes.

(1) in «Panorama de l'Europe de l'Est», «Le courrier des pays de l'Est» n° 309-310-311.

(2) «Financial Times», 29/7/85.

(3) «Statisticki godinsjak SFRJ», 1985, in «Le Courrier des pays de l'Est» op. cit.

(4) «Financial Times», Yugoslavia survey, 21/6/85.

(5) cf «Le Prolétaire» n° 384. (6) «Le Monde», 26/3/87. (7) «Il Programma Comunista» n° 5/1974

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 20F |
| 2. Parti et classe | 20F |
| 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire | épuisé |
| 4. Eléments d'orientation marxiste | 15F |
| 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») | 15F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe | épuisé |
| 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) | 50F |
| 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) | 30F |
| 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) | 60F |
| 10. Eléments de l'économie marxiste | 60F |

Brochures «le prolétaire»

- | | |
|---|-----|
| 5. Question féminine et lutte de classe | 6F |
| 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois | 6F |
| 7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) | 6F |
| 8. Violence, terrorisme et lutte de classe | 6F |
| 10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) | 6F |
| 11. Auschwitz ou le grand alibi | 6F |
| 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration | 6F |
| 13. Le marxisme et l'Iran | 6F |
| 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte | 6F |
| 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) | 6F |
| 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) | 10F |
| 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! | 6F |
| 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste | 6F |
| 20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques | 3F |
| 21. Lénine sur le chemin de la révolution | 10F |
| 22. Marxisme et science bourgeoise | 10F |
| 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux | |

interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme 10F

Suppléments au «prolétaire»

- | | |
|--|----|
| - Mouvements revendicatifs et socialisme | 6F |
| - Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition 1 | 6F |
| - Pour un anti-racisme prolétarien | 6F |
| - Révolution et contre-révolution en Russie | 6F |
| - L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien | 3F |

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

- | | |
|---|----|
| 1. Le syndicalisme en Algérie | 6F |
| 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires | 6F |
| 3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» | 6F |

Revue théorique «Programme communiste»

- | | |
|--|--------------------|
| - Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) | 15 à 20F le numéro |
| - Numéros 51 à 57 | 15F |
| - Numéro 58 (112 pages) | 25F |
| - Numéros 59 à 88 | 15F |
| - Numéro 89 | 20F |
| - Numéros 90 à 96 | 25F |

Série des éditions Prométhée

- | | |
|--|-----|
| - Terrorisme et communisme, Léon Trotsky | 50F |
|--|-----|

EN ITALIEN

- | | |
|---|--------|
| - Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) | 100F |
| vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919) | 30F |
| vol. II (1919-1920) | 120F |
| vol. III (1920-1921) | épuisé |
| - Struttura economica e sociale della Russia d'oggi | 150F |
| - Classe Partito Stato nella teoria marxista | 10F |
| - O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale | épuisé |

I testi del partito comunista internazionale

- | | |
|--|--------|
| 1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario | 15F |
| 2. In difesa della continuità del programma comunista | épuisé |
| 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico | épuisé |

4. Partito e classe	15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F
Quaderni del Programma Comunista	
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F
Reprint «il comunista»	
- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F
Altri opuscoli	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F
EN ANGLAIS	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
- Communist Program Nos 1 to 7	20F
- The Party's Programme	10F
EN ESPAGNOL	
1. Los fundamentos del comunismo	

revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	15F
- n°39 (Manifiesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
- n°41, 42, 43	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F
EN ARABE	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F
- Thèses caractéristiques du parti	10F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F
- Manifeste du P.C. International	15F
- Ce qui distingue notre parti	5F
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	10F
2. Lições das contra-revoluções	10F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F
EN TURC	
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	5F
EN HOLLANDAIS	
- Het democratisch principe	5F

EN POLONAIS

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej 10F

EN PERSE

- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt. 10F
- Les fedayins et la question de l'Etat 5F

EN GREC

- Parti et classe 20F

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxisms grundtraek-Partiets karakteristiske teser 20F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet 20F

AUX EDITIONS «ISKRA»

Amadeo Bordiga:
- Economia marxista ed economia contro-

rivoluzionaria (263 p.)	60F
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	40F
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F

AUX «EDIZIONI SOCIALI»

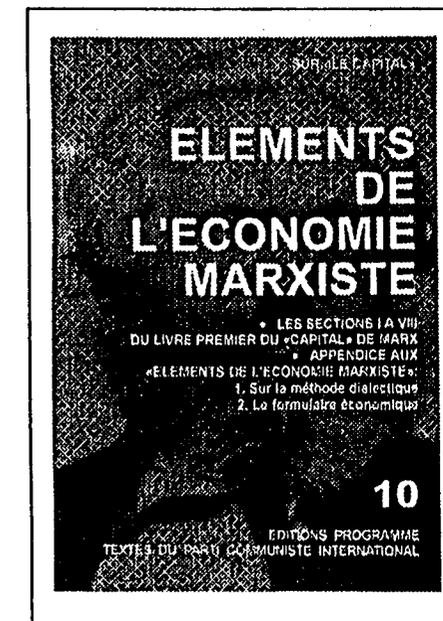
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	30F
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- La sinistra comunista nel cammino della Rivoluzione	50F

«ELÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «Eléments de l'économie marxiste» a été réédité. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers numéros de «programme communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «Eléments...» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «Sur la méthode dialectique» et «Le formulaire économique».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



**L'anti-fascisme démocratique:
un mot d'ordre
anti-prolétarien qui a fait ses
preuves**

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une brochure de 17 pages: 3 FF

SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917
LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-
REVOLUTION DE RUSSIE
L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION
ANOS JOURS

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux-mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!**

«LE PROLÉTAIRE»
«PROGRAMME COMMUNISTE»
«IL COMUNISTA»
«EL PROGRAMA COMUNISTA»
ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS,
SOUSCRIVEZ!

PAIEMENT:

Par mandat ou chèque à l'ordre de:
**DESSUS (sans autre mention), envoyé
à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**
Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Bassé Combalot 69007
Lyon (France)

**FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif
économique: 10% en sus; par avion: nous
consulter).**

**AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS
OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE
PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHO-
TOCOPIES.**

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges

selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.